



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 16 MAI 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 16TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.

1—152

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.

1—152

Lettres Patentes

"Deschenes Planing Mill Co., Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Evariste Gendron, comptable, de la ville de Trois-Pistoles, province de Québec, Madeleine Marmen, secrétaire, fille majeure, et Louis Saint-Jacques, avocat, tous deux de la cité de Rivière-du-Loup, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général, en gros et en détail, acheter, vendre, importer, exporter le bois sous toutes ses formes et tous articles ou produits qui peuvent être manufacturés avec du bois en tout ou en partie;

Acheter, vendre, importer, exporter toutes espèces de matériaux de construction;

Manufacturer, préparer, transformer toutes espèces de bois ou matériaux de construction et tous articles ou produits dans la fabrication ou préparation desquels il entre du bois;

Construire, maintenir, améliorer, exploiter, acquérir ou aliéner à quelque titre que ce soit, des moulins à scie, moulins à préparer le bois ou autres moulins, usines, manufactures, magasins, entrepôts, quais, chemins, lacs, cours d'eau ou tous genres d'immeubles pour les fins ci-dessus,

Letters Patent

"Deschenes Planing Mill Co., Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1942, incorporating: Evariste Gendron, accountant, of the town of Trois-Pistoles, Province of Quebec, Madeleine Marmen, secretary, spinster, and Louis Saint-Jacques, advocate, both of the city of Rivière-du-Loup, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general lumber business, both wholesale and retail, to buy, sell, import, export lumber in all its lines and all articles or products which may be manufactured from wood in whole or in part;

To buy, sell, import, export all kinds of building materials;

To manufacture, prepare, transform all kinds of wood or building materials and any articles or products in the manufacture or preparation of which wood forms a part;

To construct, maintain, improve, operate, acquire or dispose of, under any title whatsoever, saw-mills, mills for the preparation of lumber or other mills, plants, factories, stores, warehouses, wharves, roads, lakes, watercourses or any kinds of immovables for the foregoing

sous le nom de "Deschenes Planing Mill Co., Limited", avec un capital total de onze mille dollars (\$11,000.00), divisé en cent dix (110) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Trois-Pistoles, district de Kamouraska.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1063-o

purposes, under the name of "Deschenes Planing Mill Co., Limited", with a total capital stock of eleven thousand dollars (\$11,000), divided into one hundred and ten (110) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be in the town of Trois-Pistoles, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1063

Emdee Insurance Agency Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1942, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Joseph Helal, tous deux avocats, et Edward G. Tannage, étudiant en droit, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les affaires de courtiers en assurance, évaluateurs et souscripteurs d'assurance, et agir comme agents de compagnies d'assurance contre le feu, le vol, le faux, le vol avec effraction, l'assurance-vie, maritime, contre les accidents, de garantie, sur automobiles, contre collisions, de risques publics contre les dommages, d'indemnité contre la maladie, de fidélité, de risques de commerce, de risques pour médecins et dentistes, de de crédit, contre les explosions, la grêle, les bombardements, pour l'aviation, assurance sur chevaux et bestiaux; de rentes, de risques de salle de théâtre; contre le bris de verre, les dommages à la propriété, engagement d'entrepreneurs, garanties sur valeurs perdues, de risques de douanes, de caution judiciaire; et toutes autres sortes de compagnies d'assurances, de garantie ou d'indemnité, et exercer les affaires de courtiers en douane et de courtiers en valeurs, agent d'immeubles, et représenter aucune et toutes compagnies, firmes ou tous particuliers engagés dans toute branche desdites affaires; le tout sujet au consentement préalable du surintendant des assurances de la province de Québec;

Faire le commerce, acheter, vendre et s'engager par contrat à fournir toutes sortes d'appareils et tous moyens d'approvisionnement, des machines, et de la machinerie avec tous les accessoires, relativement à la prévention des incendies, sous le nom de "Emdee Insurance Agency Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1064

"Famous Shoes Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 2 avril 1942, constituant en corporation: Louis Henry Rohrlück, Michael C. Herman, tous deux avocats, et Dame Rae Schactman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le métier de tailleurs, marchands, importateurs et manufacturiers d'aucune et toutes

Emdee Insurance Agency Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1942, incorporating: Isidore M. Bobrove, Joseph Helal, both advocates, and Edward G. Tannage, law student, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, insurance adjusters, insurance underwriters, and to act as agents for fire, theft, burglary, larceny, life, marine, accident, guarantee, automobile, collision, public liability, casualty, indemnity, sickness, fidelity, mercantile liability, physician's and dentists' liability, credit insurance, explosion, hail, bombing, aviation, horse and cattle, annuities, theatre hall liability, plate glass, property damage, contractors' bonds, bonds to cover lost securities, customs bonds, judicial bonds, and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies, and to carry on the business of custom house brokers and stock brokers, real estate agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business; the whole subject to the previous consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

To deal in, buy, sell and contract for the supply of all sorts of appliances and services, machines, and machinery with their accessories dealing with or appertaining to the prevention of fire; under the name of "Emdee Insurance Agency Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1064-o

"Famous Shoes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1942, incorporating: Louis Henry Rohrlück, Michael C. Herman, both Advocates, and Dame Rae Schactman, Secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of retailers, dealers, importers and manufacturers in all and any kinds

sortes de bottes, souliers, chaussures, gants, mitaines et marchandises en cuir, de toutes sortes, et tous accessoires en cuir;

Exercer le commerce qui consiste à réparer et à refaire les chaussures, et manufacturer, exercer le commerce et vendre des crépins, outillage de cordonniers et toutes sortes d'accessoires;

Teindre, nettoyer, embellir, renouveler et réparer toutes sortes de vêtements, tissus, effets, étoffes et articles, et exercer le commerce de teinturerie et de nettoyage en général;

Laver, repasser, calendrer, et presser toutes sortes d'étoffes à vêtements, fournitures de maisons et autres articles;

Emmagasiner toutes sortes de biens meubles moyennant rémunération, et en garantir le retour moyennant le paiement du montant convenu, sous le nom de "Famous Shoes Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 2 avril 1942.

L. DÉSILETS,
1065 Assistant-procureur général.

"Garcia Wood Craft Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 mars 1942, constituant en corporation: J. Garcia Lefebvre, gérant, Leonard Tweedale, chimiste, et Charles Edouard Vanier, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et exploiter de toute façon ou manière quelconque le métier d'ébéniste, de sculpteur sur bois et de tapissier, et exercer les opérations qui consistent à manufacturer, produire, acheter, importer et autrement acquérir et préparer pour le marché, et vendre en gros et/ou en détail, mettre sur le marché, exporter, transporter, entreposer, distribuer ou autrement disposer, exercer le commerce et le négoce d'articles et objets plus particulièrement faits de bois, tels que châssis et portes, boîtes en bois, échelles, escaliers, lampes, jouets, modèles, talons de bois, meubles, appareils fixes, luges, traîneaux, toboggans, skis, mannequins et objets de bois, de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Garcia Wood Craft Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.) divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 30 mars 1942.

L. DÉSILETS,
1066 Assistant-procureur général.

"Gatineau Golf and Country Club (Inc.)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1942, constituant en corporation: Joseph Saxe, marchand de chaussures, 155 rue O'Connor, Hyman M. Kert, libraire, 346 rue Wilbrod, et Harold P. Coplan, gérant, 7 rue

of boots, shoes, footwear, gloves, mitts and leather goods of all kinds and all incidentals thereto made of leather;

To carry on the business of shoe repairing and shoe rebuilding, and manufacture, deal in and sell findings, shoemakers' supplies and all kinds of accessories;

To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of cloth, fabrics, goods, materials and articles and carry on the business of general dyeing and cleaning;

To wash, iron, mangle, and press all kinds of wearing materials, household furnishings and other articles;

To store all kinds of moveable property for remuneration and guarantee the return thereof on payment of the value, under the name of "Famous Shoes Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1065-o Deputy Attorney General.

"Garcia Wood Craft Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1942, incorporating: J. Garcia Lefebvre, manager, Leonard Tweedale, chemist, and Charles Edouard Vanier, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in any way or manner whatsoever, the business of Cabinet making, Wood carving, Upholstering, and of manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring and preparing for market and of selling at wholesale and/or retail, marketing, exporting, transporting, storing, distributing and otherwise disposing of, trading in and dealing with articles and things whereof wood is used and more particularly, sashes and doors, wooden boxes, ladders, stairs, lamps, toys, patterns, wooden heels, furnitures, fixtures, sleighs, toboggans, skees, mannequins and woodenware of all kind and description, under the name of "Garcia Wood Craft Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
1066-o Deputy Attorney General.

"Gatineau Golf and Country Club (Inc.)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1942, incorporating: Joseph Saxe, shoe merchant, 155 O'Connor Street, Hyman M. Kert, stationer, 346 Wilbrod Street, and Harold P. Coplan, manager, 7 Clemow Street, all of the

Clemow, tous de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'hôtellerie et de restaurant;

Exploiter dans ces établissements des salles de cirage de chaussures, salons de barbier, salles de billards, comptoirs de journaux, comptoirs de magazines, comptoirs de tabac et de bonbons, salles de danse et autres opérations propres à l'accommodation et aux besoins des actionnaires, sous le nom de "Gatineau Golf and Country Club (Inc.)", avec un capital total de quatre-vingt mille dollars (\$80,000), divisé en huit cents (800) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Hull, district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huit mars 1942.

1067 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Hygienic Milk Dispensers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 30 mars 1942, constituant en corporation: John Herschorn, avocat, Nathan Fish, notaire, et Irène Rubin, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Produire, acheter et vendre du lait frais et tous produits du lait; manufacturer, acheter et vendre tous produits alimentaires;

Manufacturer, vendre et exercer le commerce de toutes sortes de breuvages, gazeux ou doux, à l'exception de boissons alcooliques, ainsi que des extraits, sirop de fruits, ketchup, marinades, conserves et toutes sortes de produits chimiques semblables, sirop et condiments, et aussi des comptoirs, boîtes et tous autres récipients et accessoires, sous le nom de "Hygienic Milk Dispensers Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 30 mars 1942.

1068 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Independent Realty Development Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Casimir Dessaulles, avocat et Conseil du Roi, Ovila Bélair, gérant, et Edmond Leclercq, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, louer, utiliser, aliéner, et céder toutes propriétés immobilières, édifices, sites, droit de superficie, et toutes servitudes, franchises, privilèges, licences municipales, fédérales ou provinciales ou tout intérêt dans les mêmes droits et en disposer;

Dans les paroisses de St-Antoine de Longueuil et St-Hubert dans le comté de Chambly et dans la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie, seulement, construire, acquérir, posséder, utiliser, exploiter, aliéner, et céder des systèmes d'égout, d'égout, et de drainage et produire, utiliser,

city of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To do the business of hostellery and restaurant;

To operate in its premises shoe-shine parlors, barber parlors, billiard-rooms, news stands, magazines stands, tobacco and candy stands, dance halls and other useful business for the commodity, the utility of the shareholders, under the name of "Gatineau Golf and Country Club (Inc.)", with a total capital stock of eighty thousand dollars (\$80,000.), divided into eight hundred (800) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be in the Township of Hull, in the District of Hull, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1942.

1067-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hygienic Milk Dispensers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1942, incorporating: John Herschorn, Advocate, Nathan Fish, Notary, and Irene Rubin, fille majeure, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To produce, purchase and sell fresh milk and all products of milk; to manufacture, purchase and sell all food products;

To manufacture, sell and deal in all kinds of beverages, either aerated or still with the exception of alcoholic beverages, as well as extracts, fruits syrups, catsup, pickles, preserves and all kinds of similar chemicals, syrups and condiments, and also stands, boxes and all other containers and accessories, under the name of "Hygienic Milk Dispensers Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1942.

1068-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Independent Realty Development Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1942, incorporating: Casimir Dessaulles, advocate and King's Counsel, Ovila Bélair, manager, and Edmond Leclercq, manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, lease, use, dispose of and cede any immoveable properties, buildings, sites, surface rights, and any servitudes, franchises, privileges, municipal, federal or provincial permits or any interest in such rights and to dispose of the same;

In the Parishes of St-Antoine de Longueuil and St-Hubert, in the County of Chambly and in the Parish of Laprairie, County of Laprairie, only, to construct, acquire, own, use, operate, dispose of and cede waterworks, sewerage and drainage systems; and produce, use, supply water and

fournir l'eau et la force électrique ou force motrice produite par la vapeur ou tout autre mode de génération, et distribuer et transmettre l'eau ou la force motrice au moyen de lignes de transmission et conduites avec toutes les machines, usines, réservoirs, stations de pompage ou de force motrice pour les fins de son entreprise ou pour les immeubles avoisinants;

Construire et ériger, réparer, et améliorer tout édifice, sur ses terrains ou sur les terrains de toute personne, sous le nom de "Independent Realty Development Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Montréal-Sud, comté de Chambly, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1069-0 Assistant-procureur général.

"James Griffin & Son Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1942, constituant en corporation: James Griffin, James Patrick Griffin, tous deux plombiers, de la cité de Montréal, et Paul Charles Casey, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations respectives de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs en plomberie, d'applications diverses et d'accessoires, d'installations de chauffage et de ventilation et leurs accessoires, tuyaux, agencements, appareils et objets nécessaires à la réparation de systèmes de chauffage, d'éclairage, d'accessoires à gaz ou à l'eau, d'entrepreneurs généraux et plombiers, sous le nom de "James Griffin & Son Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept mars 1942.

L. DÉSILETS,
1070 Assistant-procureur général.

"Jos Paquet, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Joseph Paquet, bijoutier, Rolland Paquet, horloger, Henri Paquet et Roger Paquet, tous deux commis, et Paul-Eug. Moisan, orfèvre, tous de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme orfèvres, argentiers, joailliers, marchands de pierres précieuses, horlogers, plaqueurs à l'électricité, fabricants de sacs à toilette, aussi acheter, vendre et trafiquer en gros et en détail, des pierres précieuses, de la joaillerie, des montres, horloges, du plaqué, or et

electric power or motive power produced by steam or by any other mode of generation, and to distribute and transmit water or motive power by means of transmission lines and conduits with all the machines, plants, reservoirs, pumping stations or motive power for the purposes of its undertaking or for neighbouring immovables;

To construct and erect, repair and improve any building, on its lands or on the land of any other person, under the name of "Independent Realty Development Limited".

The capital stock of the company shall be divided into four thousand (4,000) shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company shall commence its operations is twenty thousand dollars (\$20,000).

The head office of the company shall be in the Town of Montreal-South, County of Chambly, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1069 Deputy Attorney General.

"James Griffin & Son Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1942, incorporating: James Griffin, James Patrick Griffin, both Plumbers, of the City of Montreal, and Paul Charles Casey, Advocate, of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the respective business of plumbers, manufacturers, contractors for plumbing and sundry fixtures and supplies, heating and ventilating plant and supplies, pipes, fittings, apparatus and repairs for heating, lighting, gas or water supplies, general contractors and plumbers, under the name of "James Griffin & Son Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into four hundred (400) common shares of a par value of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
1070-0 Deputy Attorney General.

"Jos Paquet, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1942, incorporating: Joseph Paquet, jeweller, Rolland Paquet, watchmaker, Henri Paquet and Roger Paquet, both clerks, and Paul Eug. Moisan, goldsmith, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as goldsmiths, silver-smiths, jewellers, dealers in precious stones, clocks, electric platers, manufacturers of make-up kits, and to buy, sell and deal wholesale and retail in precious stones, jewellery, watches, clocks, plate, gold and silver, electroplate, cutlery,

argent, de l'électroplaque, de la coutellerie, des nécessaires de toilette, des bronzes, objets de piété et d'art;

Acquérir et assumer, à titre de firme exploitée, le commerce actuellement exercé au N° 43½, rue St-Joseph, dans la cité de Québec, district de Québec, sous les nom et raison sociale de "Jos Paquet" ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif connexes des propriétaires de ce commerce, sous le nom de "Jos Paquet, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera situé à 59, rue Saint-Joseph, en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1071-0 Assistant-procureur général.

"L'Aide à l'Éducation Borroméenne, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions: André Royer, architecte, Gaston Genest, Louis-F. Codère, Hector Lanctôt, tous trois marchands, Maurice Delorme, avocat, Albert Charpentier, pharmacien, Louis-Philippe Robidoux, journaliste, Henri Labonne, voyageur de commerce, Roland Genest, dessinateur, et Chénier Picard, notaire, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper en association les anciens élèves et amis du Séminaire St-Charles Borromée de Sherbrooke, sous le nom de "L'Aide à l'Éducation Borroméenne, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immeubles que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000.).

Le bureau principal de la corporation sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1072-0 Assistant-procureur général.

"Les Amis du Petit Séminaire de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour d'avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Leroux, de la cité d'Outremont, Marc Leroux, de la cité de Montréal, et Léopold Pharand, de St-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, notaires, tous trois du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Stimuler, encourager, prévoir et protéger le développement religieux, moral, intellectuel, physique, matériel, des jeunes gens de l'enseignement secondaire, notamment du Collège de Montréal.

Fonder, établir, posséder et maintenir des maisons de repos, de bienfaisance, d'assistance sociale et d'apostolat, ou même des camps de vacance, pour sauvegarder les jeunes gens pauvres, orphelins, encourager les exercices physiques par la pratique des sports.

toilet requisites, bronzes, objects of devotion and art;

To acquire and undertake, as a going concern, the business actually carried on at No. 43½ St. Joseph street, in the city of Québec, district of Québec, under the firm name and style of "Jos Paquet", and also the whole or any part of the assets and liabilities of the owners of the aforesaid firm, under the name of "Jos Paquet, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at 59 St. Joseph street, in the city of Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1071 Deputy Attorney General.

"L'Aide à l'Éducation Borroméenne, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the second day of April, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: André Royer, architect, Gaston Genest, Louis F. Codère, Hector Lanctôt, all three merchants, Maurice Delorme, lawyer, Albert Charpentier, druggist, Louis-Philippe Robidoux, journalist, Henri Labonne, commercial traveller, Roland Genest, draughtsman, and Chénier Picard, notary, all of the city of Sherbrooke, district of St-François, Province of Québec, for the following purposes:

To group into an association the former pupils and friends of the Séminaire St-Charles Borromée de Sherbrooke, under the name of "L'Aide à l'Éducation Borroméenne, Incorporée".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation shall be at Sherbrooke, in the district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1072 Deputy Attorney General.

"Les Amis du Petit Séminaire de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the first day of April, 1942, to incorporate as a corporation without share-capital: Lionel Leroux, of the city of Outremont, Marc Leroux, of the city of Montreal, and Léopold Pharand, of St-Polycarpe, in the county of Soulanges, Notaries, all three of the district of Montreal, Province of Québec, for the following purposes:

To stimulate, encourage, provide for and protect the religious, moral, intellectual, physical and material development of young men following classical studies, principally those of the Collège de Montréal.

To found, establish, own and maintain houses forrest, welfare, social service and apostolates, or likewise summer camps, to safeguard poor young men, orphans, to encourage physical exercises by sports.

Recevoir, héberger, hospitaliser, instruire gratuitement ou moyennant rémunération, des jeunes gens qui se destinent ou appartiennent déjà à l'enseignement secondaire.

Former, diriger et maintenir des cercles d'études de jeunes gens, pour traiter des questions d'ordre religieux, social, ou autres, dans le but d'introduire ou de raffermir le règne de Jésus dans les âmes, sous le nom de "Les Amis du Petit Séminaire de Montréal".

Accepter, acquérir, posséder, par tous les moyens reconnus par la loi, des droits, des biens meubles et immeubles, pour une somme n'excédant pas cent mille dollars (\$100,000.00), pourvu que le revenu annuel, net, provenant de tels immeubles, n'excède pas quinze mille dollars (\$15,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1073-o

"Ruwaca Pulp & Paper Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mars 1942, constituant en corporation: Monroe Abbey, Gregory Charlap et Max Slapack, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entretenir, conduire, gérer et exercer dans aucune et/ou toutes ses spécialités, le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le négoce d'aucune et de toutes sortes de papier, papier-carton, carton de paille, et en général, tous substituts du papier et matières propres à la fabrication du papier, qui peuvent être fabriqués ou produits avec toute substance ou par tout procédé ou toute méthode, et tous ingrédients, sous-produits et composés d'iceux et tous articles, commodités, matières ou substances faits d'aucune des matières susdites, ou dans la fabrication ou production desquels les matières susdites peuvent être utilisées, y compris, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, des cartons, boîtes, sacs, papier d'emballage, livres, matières isolantes, planche en carton pour mur, papier d'emballage, gaufre, récipients, matériaux de construction, papeterie, accessoires de toilette; vêtements et toutes autres sortes d'effets, articles et marchandises dans la fabrication, production ou préparation desquels le papier ou aucune de ses parties constitutives ou ses composés peuvent être employés et aucune et toutes substances qui sont maintenant ou pourraient subséquemment être utilisés ou sembleraient nécessaires à telle fabrication ou production;

Maintenir, conduire, gérer et exercer dans aucune et/ou toutes ses spécialités le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le négoce de bois de pulpe (préparé par des procédés mécaniques, chimiques ou autres, et de bois moulu, sulfate, sulfite ou tout autre classe ou espèce) ingrédients et produits de la pulpe, sous-produits et composés d'iceux, bois et produits du bois, tissus de soie artificielle, ou toutes autres matières ou autres produits, articles ou substances;

Faire dans aucune et/ou toutes ses branches le commerce du bois, et tout autre commerce y connexe, sous le nom de "Ruwaca Pulp & Paper Limited", avec un capital total de vingt mille

To receive, house, hospitalize, give free or paid instruction to, young men who intend to follow or who are already following classical studies.

To form, direct and maintain study clubs for young men, to deal with questions of religious, social or other nature, with the aim of introducing or of reviving the reign of our Divine Saviour in souls, under the name of "Les Amis du Petit Séminaire de Montréal".

To accept, acquire, own, by any legal means, rights, movable and immovable properties, up to an amount not exceeding one hundred thousand dollars (\$100,000), provided that the annual net revenue to be derived from such immovables, shall not exceed fifteen thousand dollars (\$15,000).

The head office of the corporation shall be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1073

"Ruwaca Pulp & Paper Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1942, incorporating: Monroe Abbey, Gregory Charlap and Max Slapack, Advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To maintain, conduct, manage and carry on in any and/or all its branches, the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in any and all kinds of papers, paperboard, cardboard, strawboard, paper substitutes and paper materials generally which may be manufactured or produced from any material or by any process or method and any all ingredients, by-products and compounds thereof and all articles, commodities, materials or substances made of any of the foregoing, or in the manufacture or production of which any of the foregoing may be utilized, including, but not to restrict the generality of the foregoing, cartons, boxes, bags, packages, books, insulating material, wall board, corrugated wrappers, containers, building supplies, stationery, toilet accessories, clothing and any and every other kind of goods, wares and merchandise in the manufacture, production or processing of which paper or any of its components or compositions might be employed and any and all materials that are now or hereafter may be used or useful in connection with such manufacture or production.

To maintain, conduct, manage and carry on in any and/or all its branches the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in wood pulp (whether mechanically or chemically or otherwise prepared, and whether ground wood, sulphate, sulphite or any other class or kind) pulp ingredients and products, by-products and compounds thereof, wood and wood products, artificial silk fabrics, or any materials or products, articles or substances;

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in any and/or all its branches, and all other business incidental thereto, under the name of "Ruwaca Pulp & Paper Limited", with

dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq mars 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1074

"Standard Converting Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 7 avril 1942, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdrich, tous deux avocats, et Joyce Rudner, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement exercer le commerce ou le négoce du cuir, cuir artificiel, tissus caoutchoutés, ou marchandises de toutes espèces et descriptions, et pantouffles et bourses; et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de cuirs et marchandises en cuir, pantouffles et bourses, sous le nom de "Standard Converting Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 7 avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1075

"Superior Bread Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix d'avril 1942, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat et Conseil en loi du Roi, George Anthony Allison, avocat, Madeline Frances Brennan, fille majeure, secrétaire, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, en gros et en détail, de boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, et fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce du pain, de pâtisserie, de biscuits, sucreries, fleur de farine, farine, graisse et approvisionnements de boulangers, et denrées, aliments et marchandises provenant en tout ou en partie des produits du blé, blé d'Inde, orge et autres céréales, de même que toutes sortes et descriptions d'aliments cuits et tous produits s'alliant à ceux;

Exercer et exploiter, en gros ou en détail, un commerce de restaurant, magasins de bonbons, confiserie et rafraîchissements, et agir comme marchands de magazines, journaux et autres publications, et acheter, vendre, importer, exporter, revendre et en général faire le commerce de pain, gâteaux, bonbons, sucreries, fruits, légumes, magazines, journaux, gomme à mâcher, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs douces de toutes sortes, et toute autre marchandise ordinairement vendue dans les restaurants, sous le nom de "Superior Bread Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1074-o

"Standard Converting Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1942, incorporating: Jack Rudner, Harold Erdrich, both Advocates, and Joyce Rudner, spinster, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with leather, artificial leather, rubberized fabrics, or fabric goods of every type and description, and slippers and hand bags; and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of leather and leather goods, slippers and hand bags, under the name of "Standard Converting Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1075-o

"Superior Bread Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1942, incorporating: Frank Bernard Chauvin, Advocate and King's Counsel, George Anthony Allison, Advocate, Madeline Frances Brennan, Spinster, Secretary, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers, and to manufacture, buy, sell and deal in bread, pastry, biscuits, confectionery, flour, meal, shortening and bakers' supplies and goods, wares and merchandise made wholly or partly from the products of wheat, corn, barley and other cereals, as well as all kinds and descriptions of cooked foods and any products required with the same;

To carry on and operate, wholesale or retail, a restaurant business, candy, confectionery and refreshment stores, and act as dealers in magazines, newspapers and other publications, and to purchase, sell, import, export, job and deal generally in bread, cakes, candies, sweets, fruit, vegetables, magazines, newspapers, chewing-gum, cigars, cigarettes, tobacco, soft drinks of every kind, and any other merchandise usually sold in restaurants, under the name of "Superior Bread Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, à l'exception des employés actuels qui sont actionnaires de la compagnie et des anciens employés qui ont continué d'être actionnaires après avoir quitté leur emploi;

Tout appel au public pour souscrire aux actions ou débetures de la compagnie est interdit;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix avril 1942.

1076 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"The de Geel Aircraft Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf de mars 1942, constituant en corporation: John E. Crankshaw, avocat et Conseil en loi du Roi, Norman Saylor, avocat, et William Edward Smith, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Participer au développement expérimental et à la production d'avions prototypes et de tous leurs accessoires, et aussi au développement expérimental et à la production de plastiques en ce qui a rapport à ces avions et accessoires;

Manufacturer, acheter, importer, échanger, faire le commerce et négoce de tous les modèles actuels et futurs d'avions, et de tous les accessoires y connexes, y compris tous modèles actuels et futurs d'avions anglais ou étrangers;

Former une ou plusieurs organisations dans le but de ravitailler et d'approvisionner des avions de toutes sortes pour service militaire et civil, en aucun et tous endroits où la chose sera jugée désirable et nécessaire, sous le nom de "The de Geel Aircraft Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions, sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars (\$20,000). Lesdites actions pourront être émises de la manière que les directeurs le détermineront de temps à autre.

Le siège social de la compagnie sera situé en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf mars 1942.

1077 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"United Smelters & Metals Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31 mars 1942, constituant en corporation: Louis Deitcher, de la cité d'Outremont, Saul Josephson, de la cité de Montréal, tous deux du district de Montréal, et Daniel Assh, des cité et district de Québec, tous marchands, de la Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, exercer le commerce et le négoce de toutes sortes de débris de fer et de métaux;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty, exclusive of its present employees and of its past employees, who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited;

The shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1942.

1076-0 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"The de Geel Aircraft Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1942, incorporating: John E. Crankshaw, Advocate and King's Counsel, Norman Saylor, Advocate, and William Edward Smith, Chartered Accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To participate in the experimental development and production of prototype aircraft and of all accessories pertaining thereto, and also the experimental development and production of plastics in relation to such aircraft and accessories;

To manufacture, buy, import, exchange, trade and deal in all present and future types of aircraft, and all parts and accessories relating thereto, including all present and future types of British or foreign aircraft;

To set up an organization or organizations for servicing and supplying military and civil aircraft of any and every kind at any place or places that may be deemed desirable or necessary, under the name of "The de Geel Aircraft Company Limited".

The capital stock of the company is divided into four thousand shares (4,000) having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence its operations will be twenty thousand dollars (\$20,000.00). The said shares may be issued for such consideration as the Directors may from time to time determine.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1942.

1077-0 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"United Smelters & Metals Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1942, incorporating: Louis Deitcher, of the City of Outremont, Saul Josephson, of the City of Montreal, both of the District of Montreal, and Daniel Assh, of the City and District of Quebec, all Merchants, of the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, deal in and deal with all kinds of scrap iron and metals;

Réclamer toutes sortes de rebuts, et, sans limiter ce qui précède, exercer le commerce et le négoce de machines, outillage et matériel roulant, à l'état neuf ou usagé, et toutes autres sortes de rebuts et débris et s'occuper de recueillir des épaves, de démantibuler et de renflouer des navires;

Exercer généralement les opérations qui consistent à fondre, mélanger, et liquéfier, sous le nom de "United Smelters & Metals Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cent dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions (499) de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 31 mars 1942.

L. DÉSILETS,
1078 Assistant-procureur général.

To reclaim every kind of waste material and, without limitation of the foregoing, to deal in and deal with machinery, equipment and rolling stock, whether new or used, and all other kinds of waste products and scrap materials and to engage as wreckers, dismantlers and salvagers;

To engage generally in the business of smelting, melting and fusing, under the name of "United Smelters & Metals Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1942.

L. DÉSILETS,
1078-o Deputy Attorney General.

"Wonder-Wood Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Maurice Grothé, manufacturier, Armand-Albert Grothé, industriel et Lucien Grothé, avocat, tous trois de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, assembler, acheter ou autrement acquérir, vendre ou louer des jouets, des bibelots, des meubles meublants et autres effets mobiliers, en bois ou en toute autre matière, ainsi que pourvoir à leur installation, sous le nom de "Wonder-Wood Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar \$(1.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1079-o Assistant-procureur général.

"Wonder-Wood Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1942, incorporating: Maurice Grothé, manufacturer, Armand Albert Grothé, manufacturer, and Lucien Grothé, advocate, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, assemble, buy or otherwise acquire, sell or lease toys, knick-knacks, household furnishing and other movable effects, in wood or in any other material, and also to provide for their installation, under the name of "Wonder-Wood Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1079 Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"J. B. Renaud & Cie Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour d'avril 1942, à la compagnie "J. B. Renaud & Cie Incorporée", ratifiant son Règlement Spécial "10" modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes originales.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1080-o Assistant-procureur général.

"J. B. Renaud & Cie Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41 (R.S.Q., 1941, chapter 276), supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1942, to the company "J. B. Renaud & Cie Incorporée", ratifying its Special By-Law "10" modifying the privileges attached to the preferred shares created by the original letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1080 Deputy Attorney General.

"Le Théâtre Cartier, Limitée" "Cartier Theatre Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 84, 20 et suivants, il a été accordé par

"Le Théâtre Cartier, Limitée" "Cartier Theatre Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 84, 20 and following, supplementary letters patent have been

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour d'avril 1942, à la compagnie "Les Théâtres Cartier-Victoria Limités", ratifiant un règlement 1°) réduisant le nombre des directeurs de neuf à trois; 2°) changeant son nom en celui de: "Le Théâtre Cartier, Limitée"—"Cartier Theatre Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1081-o Assistant-procureur général.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1942, to the company "Les Théâtres Cartier-Victoria Limités", ratifying a By-law: 1.—reducing the number of directors from nine to three; 2.—changing its name to that of: "Le Théâtre Cartier, Limitée"—"Cartier Theatre Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1081 Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec.—District de Montréal.

LA VILLE DE DORVAL

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné J.-H. Lalonde, greffier de la Ville de Dorval, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle municipale du Conseil, en l'Hôtel-de-Ville de Dorval, N° 40 rue Martin à Dorval, LUNDI, le PREMIER jour du mois de JUIN, mil neuf cent quarante-deux (1942) à DIX heures de l'avant-midi, heure normale, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, scolaires et autres, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec.—District of Montreal.

THE TOWN OF DORVAL

Public notice is hereby given by the undersigned J. H. Lalonde, Town clerk of the Town of Dorval, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Municipal Hall, No. 40 Martin Avenue, Dorval, MONDAY, the FIRST day of the month of JUNE, nineteen hundred and forty two (1942) at TEN o'clock in the forenoon, (Standard time), for the payment of municipal, special, school and other taxes, and costs which shall subsequently be incurred unless said taxes, interests and costs shall be paid before the sale.

No d'ordre Order No.	Nom Name	Cadastre Cadaster	Subdivision	Taxes Mun. et scolaires. Intérêt, Etc. Mun. Taxes, School Taxes, Interest, Etc.
1.....	Casement, Dme-Mrs. R. H.	1.....	1/4-N.29.....	\$ 65.52
2.....	Warren, Napoléon.	2.....	19.....	20.46
3.....	Laforest dit Labranche, L.	2.....	50.....	22.81
4.....	Gillies, Dme-Mrs. T. D.	2.....	138.....	21.84
5.....	Piedaloue, Dme-Mrs. E. C.	3.....	130.....	19.11
6.....	Warren, Napoléon.	2.....	157.....	21.84
7.....	Warren, Napoléon.	2.....	159.....	159.64
8.....	McClelland, Edmund.	2.....	161.....	147.90
9.....	McClelland, Edmund.	2.....	171.....	12.58
10.....	Yates, Dme-Mrs. Harry.	2.....	217.....	12.58
11.....	Yates, Dme-Mrs. Harry.	2.....	218.....	8.19
12.....	Warren, Napoléon.	2.....	221.....	8.19
13.....	Warren, Napoléon.	2.....	222.....	8.19
14.....	Warren, Napoléon.	2.....	240.....	6.82
15.....	Warren, Napoléon.	2.....	244.....	4.76
16.....	Harel, Dme-Mrs. J. Bte.	2.....	264.....	1.37
17.....	Warren, Napoléon.	2.....	280.....	2.73
18.....	Fizzell, Delle-Miss. F. P.	2.....	283.....	8.39
19.....	Warren, Napoléon.	2.....	286.....	8.19
	"	2.....	219.....	8.19
	"	3.....	88.....	8.19
	"	2.....	220.....	8.19
20.....	Cooper, William C.	3.....	110.....	115.92
	"	2.....	348.....	135.75
21.....	Smith, Dme-Mrs. H. J.	3.....	291.....	57.80
22.....	Diplock, David T.	3.....	3.....	67.01
23.....	Yorgan, James.	3.....	121.....	66.86
24.....	Yorgan, James.	3.....	147.....	6.82
25.....	Warren, Napoléon.	3.....	150.....	5.46
26.....	Warren, Napoléon.	3.....	206.....	6.82
27.....	Warren, Napoléon.	3.....	220.....	6.82
28.....	Warren, Napoléon.	3.....	221.....	1.37
29.....	Warren, Napoléon.	3.....	227.....	6.82
30.....	Warren, Napoléon.	3.....	228.....	8.19
31.....	Warren, Napoléon.	3.....	233.....	9.55
32.....	Warren, Napoléon.	3.....	234.....	8.19
33.....	Warren, Napoléon.	3.....	235.....	8.21
34.....	Yorgan, James.	3.....	237.....	5.46
35.....	Warren, Napoléon.	3.....	257.....	4.10
36.....	Warren, Napoléon.	3.....	261.....	2.73
37.....	Warren, Napoléon.	3.....	262.....	5.46
38.....	Warren, Napoléon.	3.....	266.....	5.46
	"	3.....	267.....	5.46

No d'ordre Order No.	Nom Name	Cadastre Cadaster	Subdivision	Taxes Mun. et scolaires. Intérêt, Etc. Mun. Taxes, School Taxes, Interest, Etc.
39	Warren, Napoléon	3	275	4.10
40	Warren, Napoléon	3	279	5.46
41	Yergan, James	3	296	6.23
42	Warren, Napoléon	3	309	6.82
43	Warren, Napoléon	3	310	6.82
44	Warren, Napoléon	3	317	5.46
45	Warren, Napoléon	3	318	5.46
46	Warren, Napoléon	3	319	5.46
47	Warren, Napoléon	3	320	5.46
48	Warren, Napoléon	3	321	5.46
49	Warren, Napoléon	3	323	5.46
50	Warren, Napoléon	3	324	5.46
51	Warren, Napoléon	3	325	5.46
52	Warren, Napoléon	3	326	5.46
53	Warren, Napoléon	3	328	5.46
54	Armistead, T. W.	3	331	5.46
55	Corcoran, Delle-Miss Mary	10	4	23.47
56	Thomas, William	10	14	30.16
57	Thomas, William	10	15	30.11
58	Leblanc, Delle-Misses A. & B.	10	98	29.54
59	Risk, Dme-Mrs. Charles	10	177-2)	5.32
		10	178-1)	
60	Cartier, A.	11	28	10.00
61	Cartier, A.	11	29	10.74
62	Cartier, A.	11	32	8.50
63	Cartier, A.	11	33	8.50
64	Cartier, A.	11	50	8.50
65	DesRosiers, Napoléon	11	86	26.86
66	Larose Adrien	11	101	11.81
67	Larose Adrien	11	105	11.81
68	Montpetit, Oscar	11	137	5.45
69	Latimer, W. J.	11	164	27.10
70	Fizzell, Delle-Miss F. P.	11	182	12.58
71	Dénard, Maurice	11	522	1.64
72	Gibson, Succ.-Est. John	11	528	2.52
73	Handfield, Rodolphe E.	16	122	4.99
74	Handfield, Rodolphe E.	16	123	4.99
75	Handfield, Rodolphe E.	16	124	4.99
76	Handfield, Rodolphe E.	16	125	4.99
77	Handfield, Rodolphe E.	16	153	4.99
78	Neil John H.	19	4	263.74
79	Neil, John H.	19	5	624.42
80	Lamarre, J. Bte	19	25	51.76
81	Prescott, Succ.-Est. John	767		49.21
82	White, Dme-Mrs. Henry Wm.	865	141	16.92
83	Bailey, William P.	865	284	12.41
84	Nelson, Succ.-Est. G. N.	866	61	32.71
85	Champagne, J. A.	866	91	66.32
86	Central Land Co.	866	98	17.18
87	Central Land Co.	866	101	17.18
88	McGregor, M. D. J.	866	147	2.73
89	McGregor, M. D. J.	866	148	5.46
90	Champagne, J. A.	866	169	17.84
91	Nelson, Succ.-Est. G. N.	868	140	18.87
92	McGregor, M. D. J.	868	197	0.82
93	McGregor, M. D. J.	868	198	3.28
94	Giroux, Siméon	872	92	45.37
95	DesRosiers, Dme-Mrs. J. O.	872	157	38.14
96	DesRosiers, Dme-Mrs. J. O.	872	160	37.12
97	Poirier, Joseph	872	209	4.99
98	Poirier, Joseph	872	210	4.99
99	Poirier, Joseph	872	211	37.79

Les immeubles susdits sont tous du Cadastre de la Paroisse de Lachine et situés dans la Ville de Dorval.

Donné en la Ville de Dorval, ce cinquième jour du mois de mai, mil neuf cent quarante-deux.

Le greffier de la Ville de Dorval,
1029-19-2-o J. H. LALONDE.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of Lachine, and situated in the Town of Dorval.

Given at Dorval, this fifth day of the month of May, nineteen hundred and forty two.

J. H. LALONDE,
1029-19-2-o Town clerk of the Town of Dorval.

Province de Québec—District de Roberval

COMMISSION SCOLAIRE DE GARNIER

Avis public est, par les présentes, donné que a Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 30 avril 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité

Province of Quebec—District of Roberval

SCHOOL COMMISSION OF GARNIER

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 30th April, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables herein-after designated, in payment of arrears of taxes due the School Commissioners of the Municipality of Garnier, with interest and costs, and that

de Garnier, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de l'Ascension de Notre-Seigneur, le TROIS JUIN 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes consolidées et toutes les taxes non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er octobre 1941 auront été payés avant le moment de la vente.

1.—Charles Côté (Oliva); le lot numéro 8 du rang 7, canton Délisle.

2.—Jenn-Baptiste Moreau; la juste partie un quart ouest du lot numéro 20, rang 7, canton Délisle, bornée au nord au rang 6 du canton Garnier, à l'est, à la partie trois-quarts du dit lot numéro 20, au sud, au chemin de front des rangs 6 et 7 du canton Délisle, et à l'ouest, à la ligne de division des lots numéros 20 et 21 du rang 7, canton Délisle.

3.—Joseph Desbiens; le lot numéro 34 du rang 4, canton Garnier.

4.—Hector Lemieux; les lots numéros 13 et 14 du rang 7, canton Délisle.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à l'Ascension, ce 11ème jour d'avril 1942.

Le secrétaire-trésorier,

1026-19-2-0

LORENZO LEMAY.

Province de Québec

VILLE DE JONQUIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté du 9 mai 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la ville de Jonquière, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'hôtel de ville, à Jonquière, le 9 juin 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles avant le 1er janvier 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait

1.—Johnny Barrette.—Partie du lot numéro 20-3, mesurant 73 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, côté sud, et 14 pieds de largeur pour le côté nord, sur 100 pieds de profondeur, du sud au nord, et bornée comme suit: au nord, par le terrain d'Aleide Larouche ou

consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Hall of l'Ascension de Notre-Seigneur, on the THIRD of JUNE, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon all payments due for consolidated taxes and all non-consolidated taxes levied and due before the 1st of October, 1941, shall have been paid before the sale.

1.—Charles Côté (Oliva):—Lot number 8, Range 7, Township Délisle.

2.—Jenn Baptiste Moreau:—The exact West quarter part of lot No. 20, Range 7, Township Délisle, bounded on the North by Range 6 of the Township Garnier, on the East by the three-quarter part of said lot No. 20, on the South, by the front road of Ranges 6 and 7 of the Township Délisle, and on the West, by the division line of lots Nos. 20 and 21 of Range 7, Township Délisle.

3.—Joseph Desbiens:—Lot No. 34 of Range 4, Township Garnier.

4.—Hector Lemieux:—Lots Nos. 13 and 14 of Range 7, Township Délisle.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

All the said immovables shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The sale shall, moreover, be made subject to right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at l'Ascension, this 11th day of April, 1942.

LORENZO LEMAY,

Secretary-Treasurer.

1026-19-2

Province of Quebec

TOWN OF JONQUIÈRE

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order dated the 9th of May, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the corporation of the Town of Jonquière, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the City Hall, at Jonquière, on the 9th of June, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale all the immovables upon which the municipal taxes falling due before the 1st of January, 1942, shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the First Section of the present notice shall be made subject to right of redemption.

That of the immovables described in the Second Section shall be final and without right of redemption, pursuant to the provisions of article 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

FIRST SECTION

Immovables subject to right of redemption

1.—Johnny Barrette.—Part of lot No. 20-3, measuring 73 feet in width, from East to West, South side, and 14 feet in width on the North side, by 100 feet in depth, from South to North, and bounded as follows: on the North, by the land of Aleide Larouche or repre-

représentants; à l'est, par celui de Henry Tremblay ou représentants; au sud, par une ruelle, dans laquelle le dit Johnny Barrette a droit de passage à pieds et en voiture à perpétuité en l'entretenant au besoin, sur toute la largeur du susdit terrain; à l'ouest, par le terrain de Théophile Bolduc ou représentants.

2.—Compagnie Novas Limitée.—a) Les lots numéros 21-A-226 et 22-A-85. b) Partie des lots numéros 21-A et 22-A mesurant au total environ 185 pieds de front donnant sur le chemin de fer, sur 280 pieds de profondeur, bornée au nord, à la ligne du chemin de fer de Québec et Lac St-Jean; à l'ouest, par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe a) ci-dessus; au sud et à l'est, par le terrain d'Émile Brassard ou ses représentants.

3.—Léonard Tremblay.—Partie du lot numéro 21-A-57, lequel terrain mesure 136 pieds de longueur, de nord au sud, côté est, et 92 pieds aussi de longueur, nord au sud, côté ouest, sur une profondeur de 86 pieds, est à l'ouest, côté nord, et 49 pieds aussi de largeur, est à l'ouest, côté sud, et est bornée au nord par le terrain de la compagnie du chemin de fer Canadien National; à l'est, par le terrain appartenant à François Côté ou représentants; au sud et à l'ouest par la rivière aux Sables et vers le sud-ouest par le terrain de Simon Bouchard ou représentants.

DEUXIÈME SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait

4.—Jos. Honoré Boudreault.—Partie du lot numéro 20-3 mesurant 50 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur 115 pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, du sud au nord, et comprise dans les bornes et limites suivantes: au nord, par une ruelle; au sud, par le terrain de Mathias Tremblay ou représentants; d'un côté, vers l'est, par le terrain de Godfroid Boisvert ou représentants et de l'autre côté, vers l'ouest, par le terrain appartenant à la Compagnie de Pulpe de Jonquière.

5.—Succession Pierre Bergeron et Edouard Lavoie.—Le lot numéro 20-243.

- 6.—Georges Larouche.—Le lot numéro 23-A-299.
- 7.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 23-A-78.
- 8.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-65.
- 9.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-B-52.
- 10.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-66.
- 11.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-68.
- 12.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-73.
- 13.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-B-59.
- 14.—Jean-Baptiste Poirier.—Le lot numéro 22-A-82.
- 15.—Eugène Warren.—Le lot numéro 22-B-95.

Tous les lots et parties de lots ci-dessus désignés sont du rang 4, canton Jonquière, et seront vendus avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Jonquière, ce 9 mai 1942.

Le délégué spécial,
1088-20-2-o J. GAUTHIER, N.P.

representatives; on the East, by that of Henry Tremblay or representatives; on the South, by a lane, wherein the said Johnny Barrette has right of way on foot and with vehicle at perpetuity with the understanding that he shall maintain the same as required, on the whole width of the aforesaid lot of land; on the West, by the land of Théophile Bolduc or representatives.

2.—Compagnie Novas Limitée.—a) Lots Nos. 21-A-226 and 22-A-85. b) Part of lots Nos. 21-A and 22-A, measuring in totality about 185 feet in front on the Railway, by 280 feet in depth; bounded on the North, by the Quebec and Lake St. John Railway; on the West, by the lot of land above described in paragraph a); on the South and East, by the land of Emile Brassard or his representatives.

3.—Léonard Tremblay.—Part of lot No. 21-A-57, the said lot of land measuring 136 feet in length, from North to South, East side, and 92 feet also in length, North to South, West side, by a depth of 86 feet, East to West, North side, and 49 feet also in width, East to West, South side, and is bounded on the North by the land of the Canadian National Railway; on the East, by the land belonging to François Côté or representatives; on the South and West by the Aux Sables River and towards the South-West by the land of Simon Bouchard or representatives.

SECOND SECTION

Immovables not subject to right of redemption

4.—Jos. Honoré Boudreault.—Part of lot No. 20-3, measuring 50 feet in width, from East to West, by 115 feet in depth, more or less, without warranty of exact measurement, from South to North, and comprised within the following boundaries and limits: on the North, by a lane; on the South by the land of Mathias Tremblay or representatives; on one side, towards the East, by the land of Godfroid Boisvert or representatives and on the other side, towards the West, by the land belonging to the Compagnie de Pulpe de Jonquière.

5.—Estate Pierre Bergeron and Edouard Lavoie.—Lot No. 20-243.

- 6.—Georges Larouche.—Lot No. 23-A-299.
- 7.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 23-A-78.
- 8.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-65.
- 9.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-B-52.
- 10.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-66.
- 11.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-68.
- 12.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-73.
- 13.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-B-59.
- 14.—Jean-Baptiste Poirier.—Lot No. 22-A-82.
- 15.—Eugène Warren.—Lot No. 22-B-95.

All the lots and parts of lots above described are belonging to Range 4, Township of Jonquière, and shall be sold with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

Given at Jonquière, this 9th May, 1942.

J. GAUTHIER, N.P.,
1088-20-2 Special Delegate.

Avis divers

Avis par les présentes est donné par la Corporation Municipale de la Ville de Matane, érigée suivant la Loi Générale des Cités et Villes, chapitre 102 S.R.P.Q. 1925 le 28 décembre 1937, qu'elle entend se prévaloir de l'article 173 de la dite Loi, pour demander au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la permission de changer la date de la mise en nomination des candidats aux différents sièges du Conseil Municipal et des élections de ces derniers, pour que la mise en nomination se fasse à l'avenir le 25 mars tous les deux ans à partir de 1943, et pour que l'élection ait lieu le premier jour juridique d'avril suivant.

Le dit avis est donné conformément à l'article 173 de la dite Loi, et devra être inséré durant quatre semaines consécutives dans la *Gazette officielle de Québec*, et être publié durant le même

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given by the Municipal Corporation of the Town of Matane, erected in conformity with the Cities' and Towns' general Act, chapter 102, R.S.P.Q., 1925 the 28th of December, 1937, that it intends to avail itself of the privileges of article 173 of the said Act, to request the Lieutenant-Governor in Council, the permission to change the date of the nomination of the candidates for the various seats in the Municipal Council and the election of the said candidates, so that the nomination shall in the future take place on the 25th March every two years starting in 1943, and the election shall be held the first juridical day of April following.

The said notice is given in conformity with article 173 of the said Act, and shall be inserted during four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, and shall be published for the

laps de temps, de la même manière dont se font les publications des avis publics dans la municipalité.

Donné dans la Ville de Matane, ce 18ième jour d'avril 1942.

(Sceau) Le secrétaire-trésorier,
893—17-4-o ERNEST MERCIER.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Québec-Ouest s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil, pour amender sa charte, aux fins de valider son règlement N° 3234, en changeant la date des élections du maire et des échevins, actuellement fixée au premier jour juridique de février, pour le premier lundi d'octobre 1944, ou le jour juridique suivant.

Québec, ce 29ième jour d'avril 1942.
Le procureur de la requérante,
970-18-4-o JULES SAVARD.

"LE THÉÂTRE FRANÇAIS LIMITÉE"

Extrait des minutes de la neuvième assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Le Théâtre Français Limitée" tenue au bureau de la compagnie United Amusement Corporation Limited, 5887 avenue Monkland, Montréal, le lundi 27 avril 1942, à 10.30 du matin.

Il a été proposé, secondé et unanimement résolu: Que l'amendement au règlement N° 19 des règlements généraux de la compagnie soit ratifié comme suit: Que le nombre des directeurs sera porté à six dont trois formeront quorum.

(Sceau)

Certifié copie authentique.

1083 Le secrétaire,
W. H. MANNARD.

CORPORATION SCOLAIRE DE ST-CAMILLE
Bellechasse

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité de la résolution du 27 août 1939, ont été tirées au sort.

Nos 27, 56 et 71.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er juillet 1942, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

1090-o Le secrétaire-trésorier,
E. A. MORIN.

CORPORATION MUNICIPALE DE ST-CAMILLE-DE-LELLIS
Bellechasse

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes émises sous l'autorité du règlement N° 99, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$70.00: Nos 2 et 4;

Dénomination de \$100.00: Nos 9, 13, 48, 52, 53, 55, 68, 70, 80, 85, 98, 101;

Dénomination de \$130.00: Nos 2 et 4;

Dénomination de \$500.00: Nos 4, 16, 34, 35, 46.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er juillet 1942, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

1091-o Le secrétaire-trésorier,
E. A. MORIN.

same length of time, in the same manner as publications of public notices in the municipality.

Given in the Town of Matane, this 18th day of April 1942.

(Seal) ERNEST MERCIER,
893—17-4 Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Quebec-West will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for leave to amend its charter, for the purpose of validating its By-law No. 3234, by changing the date of the election of mayor and aldermen, now fixed to the first juridical day of February, to the first Monday of October, 1944, or the following juridical day.

Quebec, this 29th day of April, 1942.
JULES SAVARD,
970-18-4 Attorney for petitioner.

"LE THÉÂTRE FRANÇAIS LIMITÉE"

Extract from the minutes of the ninth annual general meeting of shareholders of "Le Théâtre Français Limitée" held in the office of United Amusement Corporation Limited, 5887 Monkland Avenue, Montreal, on Monday the 27th April, 1942, at 10.30 a.m.

It was moved, seconded and unanimously resolved: That the amendment to By-law No. 19 of the General By-Laws of the Company, be ratified as follows: That the number of Directors shall be six, of whom three shall form a quorum.

(Seal)

Certified a true extract.

1083-o W. H. MANNARD,
Secretary.

SCHOOL CORPORATION OF ST-CAMILLE
Bellechasse

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under the authority of the resolution of the 27th of August, 1939, were drawn by lot.

Nos: 27, 56 and 71.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July 1942, the date upon which they shall cease to bear interest.

1090 E. A. MORIN,
Secretary Treasurer.

MUNICIPAL CORPORATION OF ST-CAMILLE-DE-LELLIS
Bellechasse

Drawing of Bonds

The following bonds issued under the authority of By-Law No. 99, were drawn by lot:

Denominations of \$70.: Nos. 2 and 4;

Denominations of \$100.: Nos. 9, 13, 48, 52, 53, 55, 68, 70, 80, 85, 98, 101;

Denominations of \$130.: Nos. 2 and 4;

Denominations of \$500.: Nos. 4, 16, 34, 35, 46.

The said bonds shall be redeemable the 1st of July, 1942, the date upon which they shall cease to bear interest.

1091 E. A. MORIN,
Secretary Treasurer.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 208507. Hélène Viger, épouse commune en biens de Nazaire Charles Préfontaine, bourgeois, ce dernier domicilié en la ville de Longueuil, district de Montréal, vs Nazaire Charles Préfontaine, bourgeois, de la ville de Longueuil, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ème jour de mars 1942.

Montréal, le 8 mai 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
1082-o BLAIN & FAUTEUX.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 209760. Dame Marie Quintal, épouse de Paul Bénard, directeur de funérailles, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, 12 mai, 1942.

L'avocat de la demanderesse,
1097-o CHARLES HENRI DESJARDINS.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 208507. Hélène Viger, wife common as to property of Nazaire Charles Préfontaine, esquire, the latter domiciled in the city of Longueuil, district of Montreal, plaintiff, vs Nazaire Charles Préfontaine, esquire, of the city of Longueuil, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 14th. day of March 1942.

Montreal, May 8th. 1942.

1082-o BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 209760. Dame Marie Quintal, wife of Paul Bénard, funeral director, of the parish of Boucherville, district of Montreal, has taken an action for separation as to property against her husband.

Montreal, May 12, 1942.

1097 CHARLES HENRI, DESJARDINS,
Advocate for plaintiff.

Assurances

Insurances

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
REGISTRATION**

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Etienne" dans le comté de Beauharnois, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de ladite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R.Q. 1941), ce premier jour de mai 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,

1015-19-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Etienne" in the county of Beauharnois, has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks.)

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941), this first day of May 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,

1015-19-2-o For the Treasurer of the Province.

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT
D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE
MUTUELLE CONTRE LE FEU.**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION
TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY**

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir" dans le comté d'Iberville a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, les animaux de ferme ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage con-

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir" in the county of Iberville has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said municipality, farm live stock as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant

tenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 299, S.R.Q., 1941), ce premier jour de mai 1942.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province de Québec.
1016—19-2-0

to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 299, R.S.Q. 1941), this first day of May 1942.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
1016—19-2-0

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Darling Realities Limited", incorporée en date du 26 janvier, 1934, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

A Montréal, ce 30 avril, 1942.

Le procureur,
ISIDORE M. BOBROVE.
1084-0

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Solo Bottling Company of Montreal, incorporée en date du 27 septembre, 1940, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

A Montréal, ce 30 avril 1942.

Le procureur,
ISIDORE M. BOBROVE.
1085-0

"CANTIN, LIMITÉE"

Avis est par les présentes donné que "Cantin, Limitée" incorporée par lettres patentes du 9 juin 1936 et amendées par lettres patentes supplémentaires du 23 juillet 1937, fera application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, sous la section 25 de la loi des Compagnies de Québec, après l'expiration des délais légaux de la publication du présent avis.

Montréal, le 5 mai 1942.

Les procureurs de la compagnie,
1086-0 DAVID, PERRIER, BROSSARD & DEMERS.

"LA CONSTRUCTION DE SHERBROOKE, (Ltée)"
"SHERBROOKE CONSTRUCTION, LIMITED"

Avis est par les présentes donné que "La Construction de Sherbrooke, (Ltée)"—Sherbrooke Construction, Limited", incorporée par lettres patentes du 31 juillet 1939, fera application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, sous la section 25 de la loi des Compagnies de Québec, après l'expiration des délais légaux de la publication du présent avis.

Montréal, le 5 mai 1942.

Les procureurs de la compagnie,
1087-0 DAVID, PERRIER, BROSSARD & DEMERS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hector Noreau Inc.", constituée en

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that the company "Darling Realities Limited" incorporated January 26, 1934, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, in virtue of the provisions of section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, April 30, 1942.

ISIDORE M. BOBROVE,
Attorney.
1084-0

Notice is hereby given that the company Solo Bottling Company of Montreal incorporated September 27, 1940, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, in virtue of the provisions of section 25 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, April 30, 1942.

ISIDORE M. BOBROVE,
Attorney.
1085-0

"CANTIN, LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "Cantin, Limitée", incorporated by letters patent dated the 9th June, 1936 and amended by supplementary letters patent dated the 23rd July, 1937, shall apply for leave to surrender its charter, under section 25 of the Quebec Companies' Act, after the expiration of the legal delay following the publication of the present notice.

Montreal, May 5, 1942.

DAVID, PERRIER, BROSSARD & DEMERS,
Attorneys for the company.
1086

"LA CONSTRUCTION DE SHERBROOKE, (Ltée)"
"SHERBROOKE CONSTRUCTION, LIMITED"

Notice is hereby given that the company "La Construction de Sherbrooke, (Ltée)"—Sherbrooke Construction, Limited", incorporated by letters patent dated the 31st July, 1939, shall apply for leave to surrender its charter, under section 25 of the Quebec Companies' Act, after the expiration of the legal delay after the publication of the present notice.

Montreal, May 5, 1942.

DAVID, PERRIER, BROSSARD & DEMERS,
Attorneys for the company.
1087

Notice is hereby given under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hector Noreau Inc." incorporated

corporation par lettres patentes en date du premier jour de septembre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Granit National, Limitée" — "(National Granit Limited)", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour d'avril 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par le présent, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sugar Colouring Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept avril 1942.

1106—o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

by letters patent dated the first day of September, 1938.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Granit National, Limitée"—"(National Granit Limited)" incorporated by letters patent bearing date the sixteenth day of January, 1934.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sugar Colouring Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of January, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of April, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1942.

1106 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Demandes à la législature

Avis est par les présentes donné qu'à la présente assemblée de la Législature de la Province de Québec au Parlement réunie, le Maire et le Conseil de la Ville de Berthier, feront requête pour la passation d'un acte pour les fins, entr'autres de:

- Changer leur nom de corporation;
- Abandonner leur charte spéciale;
- Légaliser les taxes immobilières et spéciales imposées dans le passé;
- Déclarer légaux les paiements effectués pour aider certaines industries et régulariser les relations avec les dites industries;
- Autoriser l'emprunt d'une somme de \$35,000.00;
- Décréter que les bornes territoriales municipales et scolaires sont identiques et régulariser telles bornes;
- Et pour autres fins.

Ville de Berthier, ce 21 avril 1942.

Les procureurs des requérants,
915-17-4-o LACROIX & SYLVESTRE.

Avis est par les présentes donné que Bagamac Mines Ltd présentera des amendements au Bill

Applications to Legislature

Notice is hereby given that at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec, held in the Parliament, the Mayor and the Council of the Town of Berthier shall apply for the passing of an Act for the following purposes:

- To change their corporate name.
- To surrender their Special Charter.
- To legalize the immovable and special taxes levied in the past.
- To declare legal the payments made to aid certain industries and to regulate relations with the said industries.
- To authorize the borrowing of an amount of \$35,000.
- To enact that the municipal and school territorial boundaries be identical and to regulate the said boundaries.
- And for other purposes.

Town of Berthier, this 21st April, 1942.

LACROIX & SYLVESTRE,
Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that Bagamac Mines Ltd will propose an amendment to Bill No. 104

N° 104 modifiant la Charte de la Ville de Rouyn à la présente Session de la Législature de la Province de Québec, aux fins que la dite compagnie soit autorisée à annuler la subdivision de terrains lui appartenant en lots Nos 1537 à 1812 de la Ville de Rouyn et à fixer l'évaluation de ces terrains à l'acre; et aussi pour autoriser la Ville de Rouyn à acheter de la dite compagnie les lots Nos 1980 à 1996 sur l'avenue Lakeshore, dans la Ville de Rouyn, pour un parc public et à payer le prix d'achat par versements, pendant une période de 20 ans sans intérêt, les dits versements annuels devant être déduits des taxes municipales payables par la compagnie.

Québec, 20 avril 1942.

Les procureurs de Bagamac Mines Ltd,
1023-19-2-0 TASCHEREAU, PARENT & CANNON.

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis supplémentaire

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications additionnelles à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: terme d'office du conseil; qualifications pour élection et droit de siéger au conseil; établissement d'un couvre-feu; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal: rapport financier, coût du nettoyage des rues, examen des livres; indemnité du chef du conseil et des conseillers; préparation de l'ordre du jour des séances du conseil; représentation de la ville à la Commission métropolitaine de Montréal; emprunts: approbation des électeurs, limitation du pouvoir; taxes: intérêt, pompes à essence; commission du service municipal; crédit urbain.

Le greffier de la Cité,
J.-ALPHONSE MONGEAU.

Bureau du greffier de la Cité,

Hôtel de ville, Montréal, 25 avril 1942.
897-17-4-0

amending the Charter of the Town of Rouyn, at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec in order that the said company be authorized to annul the subdivision of lands belonging to it into lots Nos. 1537 to 1812 of the Town of Rouyn, and to fix the valuation of these lands per acre; and also to authorize the Town of Rouyn to purchase from the said company lots Nos. 1980 to 1996 on Lakeshore Avenue in the Town of Rouyn for a public park and to pay the purchase price by annual instalments during a period of 20 years without interest, the said annual instalments to be deducted from the municipal taxes payable by Bagamac Mines Ltd.

Québec, April 20th 1942.

TASCHEREAU, PARENT & CANNON,
1023-19-2-0 Attorneys for Bagamac Mines Ltd.

CITY OF MONTREAL

Supplementary notice

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session for certain additional amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: Council's term of office; qualifications for election and right to sit in Council; establishment of a curfew; Montreal Tramways Company's contract: financial report, cost of street cleaning, inspection of books; indemnity to Leader of Council and to Councillors; preparing of order of the day of Council meetings; City's representation on the Montreal Metropolitan Commission; loans: approval of electors, limit of power; taxes: interest, gasoline pumps; municipal service commission; urban credit.

J. ALPHONSE MONGEAU,
City Clerk.

City Clerk's Office,

City Hall, Montreal, April 25th, 1942.
897-17-4-0

Département de l'Instruction publique

N° 171-42.

Québec, le 4 mai 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du village de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, le territoire ci-dessous décrit, qui devra être détaché de la municipalité scolaire de Vaudreuil:

"Tout le territoire composé des parties des lots nos 141, 142, 143, 367 et 458 des plan et livre de renvois officiels de la paroisse de St-Michel-de-Vaudreuil, situé entre la ville de Dorion et la ligne suivante étant le nouveau chemin de la route Montréal-Toronto, traversant lesdits lots Nos 141, 142 et 143 et de là bissant vers l'ouest pour aller rejoindre le trait carré du N° 368 en traversant les lots 144 et 367 et de là suivant le trait-carré des lots 368 et 458 ainsi que toutes les subdivisions des Nos 367, 368, 458 comprises dans le territoire ci-dessus."

1033-19-2-0

N° 566-36.

Québec, 1er mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Belœil, dans le

Department of Public Instruction

No. 171-42.

Quebec, May 4, 1942.

Application is made to annex to the School Municipality of the Village of Dorion, in the county of Vaudreuil, the territory hereinafter described, which shall be detached from the School Municipality of Vaudreuil:

All that territory comprised of parts of lots Nos: 141, 142, 143, 367 and 458 of the official plan and in the book of reference of the parish of St-Michel-de-Vaudreuil, situate between the Town of Dorion and the following line, being the new road of the Montreal-Toronto Highway, crossing the said lots Nos. 141, 142 and 143 and thence sloping Westward to rejoin the "trait carré" of No. 368 across lots 144 and 367 and thence following the "trait carré" of lots 368 and 458 as well as all the subdivisions of Nos: 367, 368, 458 comprised in the above territory.

1033-19-2

No. 566-36.

Quebec, May 1st, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of the Parish of Belœil, in the

comté de Verchères et de l'annexer à la municipalité scolaire de McMasterville, dans le même comté, pour les protestants seulement, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Les lots nos 36-26 et 27, partie du lot N° 37, partie du lot N° 33, partie du lot N° 30, partie des lots nos 32-36, 174, 30, 36, 127 et partie du lot N° 29 tous du cadastre officiel de Belœil".

1034-19-2-o

N° 511-25.

Québec, le 4 mai 1942.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la Rivière-Héva, dans le comté de l'Abitibi, les lots suivants qui ne sont pas encore organisés.

"1 à 5 inclusivement des rangs I et II du canton de Malartic et les lots 1 à 18 inclusivement du IIIème rang du même canton."

1035-19-2-o

N° 1039-40.

Québec, le 4 mai 1942.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Roch-de-Bellecombe, dans le comté du Témiscamingue, qui comprendra le territoire ci-dessous décrit et qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

"Le lot 10 au Lac Caron des rangs I et IV du canton de Bellecombe; le lot 14 au Lac Caron des rangs IX et X du canton Caire et le lot 24 au Lac ci-dessus mentionné des rangs VII et VIII du même canton."

1036-19-2-o

N° 374-42.

Québec, le 7 mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Hyacinthe-le-Confesseur, la partie Est du lot 238 du cadastre officiel de St-Hyacinthe-le-Confesseur appartenant à M. Emile Viens et de l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Rosalie, dans le comté de Bagot.

1057-19-2-o

N° 293-39.

Québec, le 11 mai 1942.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-René-Goupil en celui de St-René-de-Matane.

1103-20-2-o

N° 729-40.

Québec, le 11 mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Norton Creek, dans le comté de Châteauguay, les lots 210 et 211 du cadastre officiel de Saint-Jean-Chrysostôme, le lot 234 du cadastre officiel de Saint-Urbain-Premier, même comté, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Urbain-Premier, même comté.

1104-20-2-o

N° 566-36.

Québec, le 11 mai 1942.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 mai 1942, concernant la municipalité scolaire de McMasterville, à la page 1766, dans la 7ème ligne il faut lire: les lots 35P, 36-26, etc.; dans la dernière ligne, il faut lire 129 au lieu de 29.

1105-o

county of Verchères, the property hereinafter described, and to annex it to the School Municipality of McMasterville, in the same county, for Protestants only, namely:

Lots Nos. 36-26 and 27, part of lot No. 37, part of lot No. 33, part of lot No. 30, part of lots Nos. 32-36, 174, 30, 36, 127 and a part of lot No. 29 all of the official cadastre of Belœil.

1034-19-2

No. 511-25.

Quebec, May 4, 1942.

Application is made to annex to the School Municipality of Rivière-Héva, in the county of Abitibi, the following lots not yet organized:

1 to 5 inclusively of Ranges I and II of the Township of Malartic and lots 1 to 18 inclusively of Range III of the same Township.

1035-19-2

No. 1039-40.

Quebec, May 4, 1942.

Application is made to form into a separate School Municipality under the name of St-Roch-de-Bellecombe, in the county of Témiscamingue, which shall comprise the territory hereinafter described and which has not as yet been organized as regards schools.

Lot 10 at Lake Caron of Range I and IV of the Township of Bellecombe; lot 14 at Lake Caron of Ranges IX and X of the Township Caire and lot 24 at the above mentioned Lake of Ranges VII and VIII of the same Township.

1036-19-2

No. 374-42.

Quebec, May 7, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Hyacinthe-le-Confesseur, the East part of lot 238 of the official cadastre of St-Hyacinthe-le-Confesseur, belonging to Mr. Emile Viens and to annex it to the School Municipality of Ste-Rosalie, in the county of Bagot.

1057-19-2

No. 293-39.

Quebec, May 11, 1942.

Application is made to change the name of the School Municipality of St-René-Goupil to that of St-René-de-Matane.

1103-20-2

No. 729-40.

Quebec, May 11th, 1942.

Application is made to detach from the school municipality of Norton Creek, in the County of Châteauguay, lots 210 and 211 of the official cadastre of Saint-Jean-Chrysostôme, lot 234 of the official cadastre of Saint-Urbain-Premier, said County, and to annex the same to the School Municipality of Saint-Urbain-Premier, said County.

1104-20-2

No. 566-36.

Quebec, May 11, 1942.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, of May the 9th 1942, concerning the School Municipality of McMasterville, on page 1766, in the 7th line, please read: lots 35P, 36-26, etc.; in the last line, please read 129 instead of 29.

1105

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil

Appointments

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the

Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 15 avril 1942.

M. Tancrede Deslauriers, ingénieur forestier, attaché au bureau d'économie forestière, à l'emploi du Ministère des Terres et Forêts: technicien du reboisement, à compter du 1er avril 1942.

Québec, 24 avril 1942.

MM. Charles Bélanger, marchand, des Escoumains: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Saguenay; D.-D. Lapointe, échevin, de Rouyn: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire d'Abitibi, et Edgar Hébert, employé de Northern Electric, du village de Châteauguay: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Beauharnois.

Québec, 2 mai 1942.

M. Percy Martin, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la Paix du district de Chicoutimi: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, S.R.Q., 1941, chapitre 15, l'arrêté ministériel du 30 juin 1932 portant le numéro 1551 concernant la nomination du dit Percy Martin, comme juge de paix, étant abrogé, (voir le N° 30 de la *Gazette Officielle de Québec*, en date du 23 juillet 1932, page 2781, 3ième et 4ième paragraphes des nominations datées du 14 juillet 1932, au sujet de cette dernière nomination), la juridiction de monsieur Percy Martin s'étendant sur tout le district de Chicoutimi seulement et étant restreinte à la réception des plaintes, à l'émission de mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôt, à la réception des cautionnements qui peuvent être reçus par un juge de paix, ainsi qu'à la nomination et à la réception du serment des constables spéciaux nommés en vertu des dispositions du chapitre 48 des Statuts Refondus de Québec, 1941.

M. Henri Berthiaume, agent d'assurances, 462, rue Bruno, Drummondville: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

1102-o

Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 15, 1942.

Mr. Tancrede Deslauriers, forestry engineer attached to the Forest Economic Division, in the employ of the Department of Lands and Forests: to be technician in reforestation, as from the 1st of April, 1942.

Quebec, April 24, 1942.

Messrs Charles Bélanger, merchant, of Escoumains: to be Peace Commissioner for the judicial district of Saguenay; D. D. Lapointe, alderman, of Rouyn: to be Peace Commissioner for the judicial district of Abitibi, and Edgar Hébert employee of the Northern Electric, of the village of Chateauguay: to be Peace Commissioner for the judicial district of Beauharnois.

Quebec, May 2, 1942.

Mr. Percy Martin, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the district of Chicoutimi: to be Justice of the Peace, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, R.S.Q., 1941, chapter 15, the Order in Council of the 30th of June, 1932, bearing No. 1551 respecting the appointment of the said Percy Martin, as Justice of the Peace, being revoked, (See No. 30 of the *Quebec Official Gazette*, dated the 23rd July, 1932, page 2781, 3rd and 4th paragraphs of the appointments bearing date the 14th July, 1932, with regard to this last appointment), the jurisdiction of Mr. Percy Martin extending over the whole district of Chicoutimi only and being restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, and the receiving of sureties which may be received by a Justice of the Peace, as well as the nomination of and swearing in of special constables named under the provisions of chapter 48 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

Mr. Henri Berthiaume, insurance agent, 462 Bruno street, Drummondville: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska.

1102

Ordre de Cour

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 208499. Lucien Bourbonnière, plombier, de la cité et du district de Montréal, demandeur; vs Les Héritiers de feu Alexis Bourbonnière, des cité et district de Montréal, défendeurs; & Albert-R. Champagne et J. Edouard Jeannotte, tous deux notaires, des cité et district de Montréal, et y exerçant leur profession sous la raison sociale de Champagne & Jeannotte, Opposants.

AVIS

Les créanciers des Héritiers de feu Alexis Bourbonnière, en son vivant plombier de Montréal, sont invités à déposer leurs réclamations avec titres à l'appui, dans la quinzaine de la première insertion des présentes, au Greffe de la Cour supérieure à Montréal, entre les mains du Protonotaire.

Rule of Court

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 208499. Lucien Bourbonnière, plumber, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs The Heirs of Late Alexis Bourbonnière, of the City and District of Montreal, Defendants; & Albert R. Champagne and J. Edouard Jeannotte, both notaries, of the City and District of Montreal, and practising thereto their profession in partnership under the firm name of Champagne & Jeannotte, Opponents.

NOTICE

The creditors of the Heirs of late Alexis Bourbonnière, in his lifetime plumber of Montreal, are invited to file their claims with all titles in support thereof, within fifteen days from the first publication of the present notice, in the hands of the Protonotary of the Superior Court of Montreal,

taire de ladite Cour, le tout conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile. Par ordre de l'honorable juge E. Fabre-Surveyer.

Montréal, 6 mai 1942.

Le député-protonotaire
Cour Supérieure, Montréal,
T. DEPATIE.

Les procureurs des Opposants,
1045-19-2-o TRUDEL, SIMARD & BEAUDET.

in the Protonotary's Office, according to articles 673 and 674 of the Civil Code of procedure.

By order of Mr. justice E. Fabre-Surveyer.

Montreal, May 6th, 1942.

T. DEPATIE,
Deputy-Protonotary
of the Superior Court of Montreal.

TRUDEL, SIMARD & BEAUDET,
1045-19-2-o Attorneys for Plaintiff.

Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure. N° 85 (en matière de faillite). In re: H. C. Parker Regd. (Dame Clarice Parker MacEwan), Montréal, cédante autorisée et Georges Duclos, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrare de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 22ème jour d'avril 1942, sera vendu par enchère publique, au bureau du Shérif de Montréal, au Palais de Justice, le QUATRIÈME jour de JUIN 1942, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

Désignation

Un certain emplacement situé au coin de l'avenue Letourneux et de la rue de Rouen, dans le Quartier Maisonneuve, en la cité de Montréal, composé des Subdivisions numéros cinq cent sept, cinq cent huit et cinq cent neuf de la subdivision officielle du lot numéro huit (8-507, 508 et 509) des plan et livre de Renvoi Officiel du village incorporé d'Hochelaga; contenant chacune des dites subdivisions vingt-quatre pieds de largeur par cent dix-sept pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 2251 avenue Letourneux.

Et aussi avec droit de passage en commun, dans la ruelle située à l'arrière, avec tous autres y ayant droit.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale, en argent ou par un chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à la dite vente.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS,
10 est, rue St-Jacques.
Montréal.

965-18-2-o

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 85 (sitting in bankruptcy). In re: H. C. Parker Regd. (Mrs. Clarice Parker MacEwan) Montreal, authorized assignor and Georges Duclos, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 22nd day of April 1942, shall be sold by public auction at the Sheriff's Office, at the Court House, in Montreal, on the FOURTH day of JUNE 1942, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter described:

Désignation

That certain emplacement situate at the corner of Letourneux avenue and de Rouen Street in the Maisonneuve Ward of the city of Montreal, composed of Subdivisions Five hundred and seven, Five hundred and eight and Five hundred and nine of the official subdivision of lot number eight (8-507, 508 and 509) on the Official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Hochelaga; containing each of said subdivisions twenty-four feet in width by one hundred and seventeen feet six inches in depth English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected bearing civic number 2251 Letourneux avenue.

With also the right of passage in the lane in rear in common with others having rights therein.

The said sale shall be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11 and following and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation, in cash or by a certified cheque shall be exacted from each bidder, before he be permitted to bid at the said sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee,
10 east, St. James St.,
Montreal.

965-18-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI
Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, N° 9080 } **J. R. WELLS**, négociant, de la cité de Chicoutimi, et faisant affaires seul à Chicoutimi sous les nom et raison sociale de "J. R. Wells Enrg.", demandeur; vs **WILFRID-LOUIS GAGNON**, résidant à Jonquière, défendeur; et **ARTHUR GAUDREAU & OMER LAPOINTE**, registrateurs conjoints pour la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, mis-en-cause.

Contre le défendeur:

Une maison érigée sur tout ce lot ou emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 20-264 du rang IV du cadastre officiel du canton de Jonquière.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Laurent, dans la ville de Jonquière, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MAI 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, le 18 avril 1942. 917-17-2-o
[Première publication, le 25 avril 1942]

IBERVILLE
Fieri Facias de Terris

La cité de Saint-Jean.—District d'Iberville Saint-Jean, à savoir: } **LA CITÉ DE SAINT-JEAN**, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires dans la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, demanderesse; vs **LATOURE & DUPUIS, INC.**, dont le dernier bureau d'affaires connu est situé dans la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, Saisis.

Comme appartenant aux dits saisis.

Un emplacement situé en la cité de Saint-Jean, P.Q., et faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-sept, mesurant 38.4 pieds, mesure anglaise, du nord au sud et 75.9 pieds, mesure anglaise, de l'est à l'ouest et borné au nord par le lot numéro 558, au sud et à l'est par le résidu dudit lot numéro 557 et à l'ouest par le numéro 560.

Cet emplacement étant vendu pour taxes est sujet à retrait avant l'expiration des délais légaux.

Pour être vendu au bureau du Shérif, dans la cité de Saint-Jean, le SEIZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, **ADÉLARD FORGET**,
Saint-Jean, le 12 mai, 1942. 1095-20-2-o
[Première publication, le 16 mai, 1942]

MONTREAL
Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal Montréal, à savoir: } **ASALLE BUILDERS** N° 194551 } **SUPPLY LIMITED**, demanderesse; vs **J.-E. SIMARD**, faisant affaires seul sous la raison sociale de **J. E. Simard & Company**, défendeur.

"Un lot de terre situé dans la Cité de Montréal, ayant front sur la rue Lefebvre, connu et désigné sous le numéro trente-neuf de la subdivision du lot originaire soixante-dix-neuf (79-39) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de St-Laurent, ainsi que toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHICOUTIMI
Fieri Facias de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, No. 9080 } **J. R. WELLS**, trader, of the city of Chicoutimi, and carrying on business alone at Chicoutimi under the firm name and style of "J. R. Wells Enrg.", plaintiff; vs **WILFRID LOUIS GAGNON**, residing at Jonquière, defendant; and **ARTHUR GAUDREAU & OMER LAPOINTE**, Joint Registrars for the Registration Division of the County of Chicoutimi, mis-en-cause.

Against the defendant:

A house erected on all that lot or emplacement known and designated as being lot No. 20-264 of Range IV of the official cadastre of the Township of Jonquière.

To be sold at the parochial church door of St-Laurent, in the Town of Jonquière, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of MAY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE, Sheriff.
Sheriff's Office, Chicoutimi, April 18, 1942 917-17-2
[First publication, April 25, 1942]

IBERVILLE
Fieri Facias de Terris

La Cité de Saint-Jean.—District of Iberville Saint-Jean, to wit: } **LA CITÉ DE SAINT-JEAN**, a political and incorporated body, having his business office in the city of Saint-Jean, in the district of Iberville, plaintiff; vs **LATOURE & DUPUIS, INC.**, that the last business office known is situate in the city of Saint-Jean, district of Iberville, Seized.

As belonging to the said seized.

An emplacement situate in the city of Saint-Jean, P.Q., and being part of lot number five hundred and fifty-seven, measuring 38.4 feet, english measure, from north to south and 75.9 feet, english measure, from east to west and bounded to the north by the lot number 558, to the south and to the east by the rest of the said lot number 557 and to the west by the number 560.

This emplacement being sold for taxes is subject to be repurchase before the expiration of legal delay.

To be sold at the Sheriff's office, in the city of Saint-Jean, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint-Jean, may 12, 1942. 1095-20-2-o
[First publication, may 16, 1942]

MONTREAL
Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal Montreal, to wit: } **ASALLE BUILDERS** No. 194551 } **SUPPLY LIMITED**, plaintiff; vs **J. E. SIMARD**, carrying one business alone, under the firm name and style of **J. E. Simard & Company**, defendant.

A lot of land situate in the City of Montreal, fronting on Lefebvre street, known and designated under number thirty-nine of the subdivision of original lot seventy-nine (79-39) of the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Laurent, with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$250 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Forest, daté le 20 avril 1942.

Bureau du shérif,
Montréal, 22 avril 1942.
[Première publication, le 25 avril 1942]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
923-17-2-o

A deposit of \$250. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated the 20th April, 1942.

Sheriff's Office,
Montreal, April 22, 1942.
[First publication, April 25th, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
923-17-2

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **WALTER FIELDING**,
N° 205104 { demandeur; vs **DAME VIOLET MAY BEVAN**, épouse séparée de biens de Edward Wyllie Milne, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur Trush Road, dans la ville de Dorval, de forme irrégulière, comprenant la subdivision numéro trente-six du lot officiel numéro deux (2-36) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, et la subdivision numéro soixante-dix du lot officiel numéro trois (3-70) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine; ledit emplacement composé tel que susdit, contenant une superficie totale de cinq mille neuf cent quarante-neuf pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec un cottage en bois érigé sur icelui.
Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,
Montréal, 22 avril 1942.
[Première publication, le 25 avril 1942]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
924-17-2

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **WALTER FIELDING**,
No. 205104 { plaintiff; vs **DAME VIOLET MAY BEVAN**, wife separate as to property of Edward Wyllie Milne, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Trush Road, in the Town of Dorval, of irregular figure, composed of Subdivision Number Thirty-six of Official lot number two (2-36) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine, and Subdivision Number Seventy of Official lot number three (3-70) on said Official Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine; said emplacement composed as aforesaid containing a total superficial area of Five thousand nine hundred and forty-nine feet, English measure, more or less.

With the frame cottage thereon.
To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, April 22, 1942.
[First publication, April 25, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
924-17-2-o

Fieri Facias De Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **EUGÈNE ARCHAM-**
N° 206344 { **BAULT**, demandeur;
vs **JOS. AVILA ARCHAMBAULT**, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Panet, contenant trente-neuf pieds et six pouces de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison en bois et briques à trois étages, et autres dépendances dessus construites portant les numéros civiques 1690 à 1698 inclusivement de ladite rue Panet; ledit emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro neuf cent quarante (ptie 940) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie; ladite partie de lot étant bornée, en front par la dite rue Panet, en arrière par le résidu dudit lot numéro neuf cent quarante, d'un côté, partie par le lot numéro neuf cent cinquante-cinq sur ledit plan et partie par le lot numéro neuf cent trente-neuf sur ledit plan, et de l'autre côté par le lot numéro neuf cent quarante et un sur le même plan.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUIT JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$740 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 4 mai 1942.

Bureau du shérif,
Montréal, 12 mai 1942.
[Première publication, 16 mai 1942]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
1098-20-2-o

Fieri Facias De Terris
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **EUGÈNE ARCHAM-**
No. 206344. { **BAULT**, plaintiff; vs
JOS. AVILA ARCHAMBAULT, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Panet street, measuring thirty-nine feet and six inches in width by one hundred feet in depth, the whole English measure and more or less—with a wood and brick three story house and other dependencies thereon erected, bearing civic Nos. 1690 to 1698 inclusively of said Panet street; the said emplacement known and designated as forming part of the lot of land number nine hundred and forty (Pt. 940) on the official plan and in the book of reference for St. Mary's Ward; the said part of lot being bounded, in front by said Panet street, in rear by the residue of said lot number nine hundred and forty, on one side partly by lot number nine hundred and fifty-five on the said plan and partly by lot number nine hundred and thirty-nine on the said plan, and on the other side by lot number nine hundred and forty-one on the same plan.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$740., shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 4th May, 1942.

Sheriff's Office,
Montreal, May 12, 1942.
[First publication, May 16th, 1942]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
1098-20-2

PONTIAC

Cour de Circuit—District de Pontiac
Canada, }
Province de Québec, } **DAME ÉGLANTINE**
District de Pontiac, } **BRASSARD**, épouse
N° 2001. } séparée de biens de
Georges Jodoin, de
Rouyn, district de Pontiac, et par ce dernier
dûment autorisée aux présentes, demanderesse;
vs **ÉDOUARD GAGNON**, forgeron de Fabre,
comté de Témiscamingue, district de Pontiac,
défendeur.

L'emplacement de village connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Fabre, comme étant la subdivision N° 5 du lot 32, dans le 3ième rang du canton Fabre, avec les bâtisses dessus construites appartenances et dépendances, emplacement mesurant 50 pieds par 90 pieds en superficie et situé à St-Edouard de Fabre, comté de Témiscamingue, district de Pontiac.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Edouard de Fabre, comté de Témiscamingue, district de Pontiac, à DIX heures du matin, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, **DOMINIC SLOAN**.
Campbell's Bay, Québec, le 9 mai 1942.

1092-20-2

[Première publication, 16 mai 1942]

Cour du Magistrat.—District de Pontiac
Canada, }
Province de Québec, } **E VANGELIST GOU-**
District de Pontiac, } **LET**, journalier, au-
N° 2326 } trefois de Fabre, main-
tenant de Témiscamin-
gue, dans le comté de Témiscamingue et le district
de Pontiac, demandeur; vs **ÉDOUARD GAGNON**,
forgeron, de Fabre, dans le comté de Témiscamin-
gue et le district de Pontiac, défen-
deur.

"Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Fabre comme étant le N° 8, (huit), dans le IIIième rang du canton Fabre avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, lot mesurant environ cent acres (100) en superficie et situé à St-Edouard de Fabre, comté de Témiscamingue, district de Pontiac."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Edouard de Fabre, comté de Témiscamingue, district de Pontiac, MARDI, le SEIZE JUIN 1942, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, **DOMINIC SLOAN**.
Campbell's Bay, le 11 mai 1942. 1093-20-2
[Première publication, le 16 mai 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour de Magistrat

Québec, à savoir: } **LA CORPORATION DE**
N° 83698 } **LA PAROISSE DE ST-**
COLOMB-DE-SILLERY, corps politique incor-
poré ayant son principal bureau d'affaires dans
la municipalité de la paroisse de St-Colomb-de-
Sillery, contre **EDGAR-B. CHISWELL**, Wash-
ington, D.C., l'un des Etats d'Amérique en sa
qualité d'exécuteur-testamentaire de la succes-
sion de feu Elisabeth Chadwick, à savoir:

Le lot N° 311 (trois cent onze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb-de-Sillery, comté de Québec, étant un lot de terre situé sur

PONTIAC

Circuit Court—District of Pontiac
Canada, }
Province of Quebec, } **DAME ÉGLANTINE**
District of Pontiac, } **BRASSARD**, wife
No. 2001. } separate as to property
of Georges Jodoin, of
Rouyn, district of Pontiac, and by the latter duly
authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs
ÉDOUARD GAGNON, blacksmith, of Fabre,
county of Temiscamingue, district of Pontiac,
defendant.

The village emplacement known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Fabre, as being subdivision No. 5 of lot 32, in the 3rd Range of the Township of Fabre—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, the emplacement measuring 50 feet by 90 feet in area and situate at St-Edouard de Fabre, county of Temiscamingue, district of Pontiac.

To be sold at the church door in the parish of St-Edouard de Fabre, county of Temiskaming, district of Pontiac, at TEN of the clock in the forenoon on WEDNESDAY the SEVENTEENTH of June, 1942.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, May 9th, 1942.

1092-20-2

[First publication, May 16th, 1942]

Magistrate's Court.—District of Pontiac
Canada, }
Province of Quebec, } **E VANGELIST GOU-**
District of Pontiac, } **LET**, laborer, hereto-
No. 2326 } fore of Fabre, now of
Temiscamingue, in the
county of Temiscamingue and the district of
Pontiac, plaintiff; vs **ÉDOUARD GAGNON**,
blacksmith, of Fabre, in the county of Temis-
camingue and district of Pontiac, defendant.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Fabre as being No. 8 (eight), in the 3rd Range of the Township Fabre—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, the lot measuring about one hundred acres (100) in area and is situate at St-Edouard de Fabre, county of Temiscamingue, district of Pontiac.

To be sold at the church door in the parish of St-Edouard de Fabre, in the county of Temiskaming, district of Pontiac, on TUESDAY the SIXTEENTH of JUNE, 1942, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, May 11th, 1942. 1093-20-2
[First publication, May 16th, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Magistrate's Court

Quebec, to wit: } **THE CORPORATION OF**
No. 83698 } **THE PARISH OF ST.**
COLOMB DE SILLERY, a body politic and
corporate having its principal place of business in
the municipality of the parish of St. Colomb de
Sillery; against **EDGAR B. CHISWELL**, Wash-
ington, D.C., one of the United States of Amer-
ica, in his quality of testamentary executor of
the Estate of the late Elisabeth Chadwick, to
wit:

Lot No. 311 (three hundred and eleven) of the official cadastre for the parish of St. Colomb de Sillery, County of Quebec, being a lot of land

le chemin des Foulons, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Colomb-de-Sillery, comté de Québec, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, ce 29 avril 1942.
[Première publication, 2 mai 1942]
[Deuxième publication, 16 mai 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
967-18-2-o

située on the Des Foulons Road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St. Colomb de Sillery, County of Quebec, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, April 29, 1942.
[First publication, May 2nd, 1942]
[Second publication, May 16th, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
967-18-2

Fieri Facias

Québec, à savoir: { ALBERT DÉRY, inspecteur de wagons; JOSEPH DÉRY, journalier, EUGÈNE DÉRY, commis d'entrepôt; NAPOLEON DÉRY, garçon d'hôtel; GÉRALDINE DÉRY, fille majeure usant de ses droits, tous de Québec, et BLANCHE DÉRY, épouse séparée quant aux biens de Sieur Ferdinand Paquet, également de Québec, commis, le dit FERDINAND PAQUET, comparaissant pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes; contre DAME ANNETTE GAUVIN, de Québec, veuve de feu Joseph Léon Pinsonnault, architecte et employé civique en son vivant du même lieu, à savoir:

Le lot N° 4084 (quatre mille quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues St-Augustin et St-Joachim, mesurant 42 pieds et 6 pouces sur la rue St-Joachim, 42 pieds et 6 pouces sur la ligne qui le divise du N° 4082; 72 pieds sur la ligne qui le divise du N° 4083; 71 pieds et 8 pouces sur la rue St-Augustin, contenant en superficie 3024 pieds, mesure anglaise, égal à 2662 pieds, mesure française, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, ce 30 avril 1942.
[Première publication, 2 mai 1942]
[Deuxième publication, 16 mai 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
979-18-2-o

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC; N° 2919-39 } contre EMMA BEAUMONT, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, veuve de feu Jacques Savard, à savoir:

Le lot N° 283 (deux cent quatre-vingt-trois) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé Nos. 68 et 70 rue De Lanaudière, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.—

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 12 mai 1942.
[Première publication, 16 mai 1942]
[Deuxième publication, 30 mai 1942]

Le shérif,
L. LAPIERRE.
1094-20-2-o

Fieri Facias

Québec, to wit: { ALBERT DÉRY, waggon No. 44,184 } inspector; JOSEPH DÉRY, laborer, EUGÈNE DÉRY, warehouse clerk; NAPOLEON DÉRY, bell-boy; GÉRALDINE DÉRY, spinster in the use of her rights, all of Québec, and BLANCHE DÉRY, wife separate as to property of Sieur Ferdinand Paquet, also of Québec, clerk, the said FERDINAND PAQUET, appearing to authorize and assist his said wife for the purposes hereof; against DAME ANNETTE GAUVIN, of Québec, widow of the late Joseph Léon Pinsonnault, architect and civic employee, in his lifetime of the same place, to wit:

Lot No. 4084 (four thousand and eighty-four) of the official cadastre for Montcalm Ward, of the city of Québec, being an emplacement situated at the corner of St. Augustin and St. Joachim streets, measuring 42 feet and 6 inches on St. Joachim street, 42 feet and 6 inches in the line which divides it from No. 4082; 72 feet in the line which divides it from No. 4083; 71 feet and 8 inches on St. Augustin street, containing in superficial area 3024 feet, English measure, equal to 2662 feet, French measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Québec, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, April 30, 1942.
[First publication, May 2, 1942]
[Second publication, May 16, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
979-18-2

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: { THE CITY OF QUÉBEC; No. 2919-39 } against EMMA BEAUMONT, of Our City of Québec, in Our district of Québec, widow of the late Jacques Savard, to wit:

Lot No. 283 (two hundred and eighty-three) of the official cadastre for St. Roch Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Québec, being an emplacement situated Nos. 68 and 70 De Lanaudière street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Québec, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, May 12, 1942.
[First publication, May 16, 1942]
[Second publication, May 30, 1942]

L. LAPIERRE,
Sheriff.
1094-20-2

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 7507 } **PROCULE VIAU**, cultivateur de Lac Mercier, district de Terrebonne, demandeur; vs **LES HÉRITIERS DE FEU MATHIAS OUMET**, journalier du Lac Mercier, décédé depuis moins de six mois, défendeurs.

Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-neuf (29) du troisième rang du canton de Grandison, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton, contenant, ledit emplacement, deux cents pieds de front par cent pieds de profondeur, borné en front au nord par le chemin public et des trois autres côtés par le résidu dudit lot appartenant au créancier, et pris vis-à-vis la montée allant à l'écluse de la Cie International Paper sur la rivière Cachée, le tout avec une maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise du Lac Mercier le DEUXIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-deux à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, **ALB. FOURNELLE**,
St-Jérôme, 22 avril 1942. 925-17-2-0
[Première publication, 25 avril 1942]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, Province de Québec, District of Terrebonne, No. 7507 } **PROCULE VIAU**, farmer of Lac Mercier, district of Terrebonne, demandant vs **HEIRS OF THE LATE MATHIAS OUMET**, journeyman of Lac Mercier dead since less than six months, defendants.

An emplacement being part of the lot number (29) twenty-nine of the third range of the Canton Grandison, of the plan and reference book of the said canton, containing two hundred feet on the front per one hundred feet in depth bounded in front at north by the public road and on the three other sides by the rest of said lot belonging to the plaintiff and situated in the front of the road leading to La Cie International Paper sluice, on Cachée River, with building thereon erected.

To be sold at the church door at Lac Mercier, the SECOND day of JUNE one thousand nine hundred and forty-two at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

ALB. FOURNELLE,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
St-Jérôme, April 22nd, 1942. 925-17-2-0
[First publication, April 25th, 1942]

Ministère du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, établi en exécution du décret numéro 1185, du 13 mars 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1143 du 13 mai 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du 9 mai 1942 au 31 mars 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$22.08 (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentages.

2.—Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des feuilles de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Printing Trades of Quebec and District, formed under decree number 1185, of March 13, 1940, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 1143 of May 13, 1942 in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1.—Assessments

The period of levy shall extend from May 9, 1942, to March 31st, 1943; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, namely \$22.08 (minimum wage fixed by decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentages.

2.—Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these

que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3.—Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1942 et 31 mars 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, pour la période comprise entre le 9 mai 1942 et le 31 mars 1943.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ARTS GRAPHIQUES DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 9 mai 1942 et le 31 mars 1943.

Recettes:

Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels...	\$2,800.00
Artisans.....	400.00
Salariés.....	2,800.00
	\$6,000.00

Dépenses:

Salaires.....	\$2,580.00
Frais de voyages.....	500.00
Loyer du bureau.....	300.00
Ameublement.....	90.00
Timbres.....	150.00
Commissions de banque....	25.00
Frais généraux.....	250.00
Aviser légal.....	300.00
Frais légaux.....	500.00
Papeterie et fournitures....	300.00
Vérification des livres.....	80.00
Rémunérations des contrôleurs et examinateurs....	625.00
Imprévus.....	100.00
	\$5,800.00
Surplus.....	200.00
	\$6,000.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 mai 1942. 1099-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le comité conjoint des barbiers

reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is exigible.

3.—Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1942, and March 31, 1943.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Printing Trades of Quebec and District, for the period between May 9, 1942, and March 31, 1943.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PRINTING TRADES OF QUEBEC AND DISTRICT

Estimates of the receipts and disbursements for the period between May 9, 1942, and March 31, 1943.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$2,800.00
Artisans.....	400.00
Employees.....	2,800.00
	\$6,000.00

Expenses:

Salaries.....	\$2,580.00
Travelling expenses.....	500.00
Office rent.....	300.00
Equipment.....	90.00
Stamps.....	150.00
Bank commissions.....	25.00
General expenses.....	250.00
Legal adviser.....	300.00
Legal charges.....	500.00
Stationery and supplies.....	300.00
Audition of books.....	80.00
Remunerations of controllers and examiners.....	625.00
Unforeseen expenses.....	100.00
	\$5,800.00
Surplus.....	200.00
	\$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 9, 1942. 1099-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and

de Rouyn et de Noranda lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 560, du 11 mars 1942, relatif aux métiers de barbier et coiffeur de Rouyn et de Noranda:

Les trois opérations relatives à la coupe des cheveux, apparaissant au commencement de l'article V, sont remplacées par les suivantes:

"Coupe de cheveux:

Pour hommes et femmes:

les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....\$ 0.40

Pour enfants:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi..... 0.25

Pour hommes, femmes et enfants:

Les samedis et veilles de fêtes chômées..... 0.50"

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 16 mai 1942.

1100-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint de l'Industrie de la Boîte de Carton Gaufré de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 561, du 11 mars 1942, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec:

1. L'article II. Salaires, premier paragraphe: ajouter "Mécaniciens de machines fixes, chauffeurs de bouilloires";

2. L'article II. Liste des taux minima pour opérations classifiées: ajouter à la fin de la liste:

	Salaires horaires	Après 6
	1er semestre	mois d'expérience

"Chauffeurs de bouilloires....	0.35	0.35
Mécaniciens de machines fixes de quatrième classe.....	0.45	0.45
Mécaniciens de machines fixes de troisième classe.....	0.50	0.50
Mécaniciens de machines fixes de deuxième classe.....	0.60	0.60"

3. L'article II. Liste de taux minima pour opérations classifiées: ajouter à la fin de la liste:

Salaires horaires

"Chauffeurs de bouilloires.....	0.50
Mécaniciens de machines fixes de 4ième classe.....	0.65
Mécaniciens de machines fixes de 3ième classe.....	0.70
Mécaniciens de machines fixes de 2ième classe.....	0.80"

4. L'article IV. Heures de travail et taux de salaires pour travail supplémentaire, ajouter après les mots "la durée du travail pour tous les employés" les mots "ainsi que les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, mais,".

Noranda has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 560, of March 11, 1942, relating to the barber and hairdresser trades in Rouyn and Noranda:

The three operations concerning haircuts, mentioned at the beginning of section V, are replaced by the following:

"Haircut:

Men and ladies:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....\$ 0.40

Children:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday..... 0.25

Men, ladies and children:

On Saturday and holiday eves..... 0.50"

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 16, 1942.

1100-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec has presented to him a request to modify decree number 561, of March 11, 1942, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes, in the following manner:

1. To Section II. wages, first paragraph add "Stationary Enginemen, Boiler Firemen (Stokers)";

2. To Section II. List of minimum rates for classified operations: add at the end of list:

	Rate per Hour	After 6
	First 6 months	months experience

"Firemen (Stokers).....	0.35	0.35
Fourth class Stationary Enginemen.....	0.45	0.45
Third Class Stationary Enginemen.....	0.50	0.50
Second class Stationary Enginemen.....	0.60	0.60"

3. To section II. List of maximum rates for classified operations, add at end of list:

Rate per hour

"Firemen (Stokers).....	0.50
Fourth class Stationary Enginemen....	0.65
Third class Stationary Enginemen....	0.70
Second class Stationary Enginemen....	0.80"

4. To section IV. Hours of Labour and wage rates for overtime work, add after the words "the duration of work of all employees" the words "including Stationary Enginemen and Firemen (Stokers) but,".

5. Remplacer la présente liste des taux minima par la liste suivante, pour opérations classifiées mentionnées dans l'article II:

<i>Employés de sexe masculin:</i>	<i>Salaires horaires</i>
Contremaîtres.....	0.70
Opérateurs—machine à gaufrer.....	0.65
Opérateurs—impression.....	0.60
Opérateurs—découpage.....	0.55
Opérateurs—mortaisage.....	0.55
Opérateurs—découpage de pans.....	0.55
Opérateurs—striage et mortaisage des barres.....	0.55
Aides—machine à gaufrer.....	0.55
Opérateurs—machines à appliquer toile gommée.....	0.45
Chauffeurs de camions.....	0.45
Préposés à l'entretien général.....	0.45
Fournisseurs et receveurs.....	0.45
Aides en général.....	0.40
Aides—expédition.....	0.40
Préposés à l'enveloppement et au ficelage.....	0.45
Préposés à l'emballage.....	0.40
Préposés au déchargement de carton.....	0.40
Gardiens.....	0.40
Employés généraux.....	0.40
Machinistes.....	0.65"

6. Que les opérations suivantes soient ajoutées à la liste de taux minima et maxima des opérations classifiées:

Ajouter à la liste des taux minima—article IIa:

<i>Salaires horaires</i>	
<i>1er semestre</i>	<i>Après 6 mois d'expérience</i>

"Opérateur—machine à piquer.....	0.30	0.35
Opérateur—presse à découper.....	0.30	0.35

Ajouter à la liste des taux maxima—article IIb:

<i>Salaires horaires</i>	
--------------------------	--

"Opérateur—machine à piquer.....	0.45
Opérateur—presse à découper.....	0.45"

7. Que les opérations suivantes soient ajoutées à la liste des taux minima et maxima des opérations classifiées:

Ajouter à la liste des taux minima—article IIa:

<i>Salaires horaires</i>	
<i>1er semestre</i>	<i>Après 6 mois d'expérience</i>

"Assistant—contremaître.....	0.45	0.50
------------------------------	------	------

Ajouter à la liste des taux maxima—article IIb:

<i>Salaires horaires</i>	
--------------------------	--

"Assistant—contremaître.....	0.65"
------------------------------	-------

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 mai 1942.

1101-o

5. Replace by the following list the present list of maximum rates for classified operations appearing in section II:

<i>Male employees:</i>	<i>Rate per hour</i>
Foremen.....	0.70
Operators—Corrugating.....	0.65
Operators—Printing.....	0.60
Operators—Slitting.....	0.55
Operators—Slotting.....	0.55
Operators—Flap Cutting.....	0.55
Operators—Bar Creasing and Slotting..	0.55
Helpers—Corrugating Machine.....	0.55
Operators—Taping Machine.....	0.45
Truck Drivers.....	0.45
General Maintenance Men.....	0.45
Feeders and Tailors.....	0.45
General helpers.....	0.40
Shipping room helpers.....	0.40
Bundling & Tying.....	0.45
Baling.....	0.40
Board Unloading.....	0.40
Watchmen.....	0.40
General Employees.....	0.40
Machinists.....	0.65"

6. Add the following operations to the list of minimum and maximum rates of classified operations:

Add to the list of minimum rates—Section IIa:

<i>Rate per hour</i>	
<i>First 6 months</i>	<i>After 6 months Experience</i>

"Operator—Stitching machine.....	0.30	0.35
Operator—die pressing.....	0.30	0.35

Add to the list of maximum rates—Section IIb:

<i>Rate per hour</i>	
----------------------	--

"Operator—stitching machine.....	0.45
Operator—die pressing.....	0.45"

7. Add the following operations to the list of minimum and maximum rates for classified operations:

Add to list of minimum rates: Section IIa:

<i>Rate per hour</i>	
<i>First 6 months</i>	<i>After 6 months Experience</i>

"Assistant—foremen.....	0.45	0.50
-------------------------	------	------

Add to list of maximum rates—Section IIb:

<i>Rate per hour</i>	
----------------------	--

"Assistant—foremen.....	0.65"
-------------------------	-------

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 16, 1942.

1101-o

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec, District de Montréal

Province of Quebec, District of Montreal

VILLE DE MONT-ROYAL

TOWN OF MOUNT ROYAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire trésorier de la ville de Mont-Royal, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville (N° 1020 Blvd. Laid), dans ladite ville, MERCREDI, le 17 JUIN, 1942 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires dues, ainsi qu'au paiement des intérêts courus et à courir, et les frais à moins que ces taxes intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par une décision en date du 25 mars, 1942 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de l'article 550 de la loi des cités et villes tel qu'amendée par 24 Geo. V, chap. 33, a. 3.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Mount Royal, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, 1020 Laid Blvd., in the said town, on WEDNESDAY, JUNE 17th, 1942 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes due plus interest accrued and to accrue thereon, and costs unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by decision dated March 25th, 1942 has authorized an abridged enumeration of the Cadastral numbers of the immoveables, under the authority of Article 550 of the cities and towns act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation	615	12
" " "	615	160
" " "	615	167
" " "	618	42
" " "	618	102
" " "	618	126
" " "	618	158
" " "	618	176
" " "	618	181
" " "	618	193 et-and 194
" " "	618	216 et-and 217
" " "	618	483
" " "	619	23
" " "	619	208
" " "	621	17 et-and 18
" " "	621	228
" " "	622	193 à-to 196 incl.
" " "	622	258
" " "	623	5 à-to 10 incl.
" " "	623	46 à-to 49 incl.
" " "	623	132 à-to 144 incl.
" " "	623	177 à-to 184 incl.
" " "	623	195 à-to 206 incl.
" " "	623	215 à-to 226 incl.
" " "	623	237 à-to 243 incl.
" " "	623	251 et-and 252
" " "	623	261 et-and 262
" " "	623	268
" " "	623	271 à-to 283 incl.
" " "	623	292
" " "	623	298
" " "	623	308 et-and 309
" " "	623	351 à-to 354 incl.
" " "	623	359 à-to 361 incl.
" " "	623	363
" " "	623	366
" " "	623	388 à-to 390
" " "	623	406
" " "	623	415
" " "	623	417
" " "	623	422
" " "	623	452
" " "	623	463 et-and 464
" " "	623	468 à-to 471 incl.
" " "	623	490
" " "	623	528
" " "	623	530 et-and 531
" " "	623	536
" " "	623	539
" " "	623	542
" " "	623	544 à-to 547 incl.
" " "	623	552
" " "	623	566 à-to 568 incl.
" " "	623	570 et-and 571
" " "	623	573
" " "	623	575 à-to 579 incl.
" " "	623	640
" " "	623	662 et-and 663
" " "	623	668

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation.....	623	735 et-and 736
" " "	623	741
" " "	623	743
" " "	623	746 à-to 754 incl.
" " "	623	756 à-to 770 incl.
" " "	623	788 à-to 798 incl.
" " "	623	800 à-to 810 incl.
" " "	623	812 à-to 817 incl.
" " "	623	830 à-to 839 incl.
" " "	623	842
" " "	623	849 à-to 854 incl.
" " "	623	876 à-to 880 incl.
" " "	623	892 à-to 896 incl.
" " "	623	921 et-and 922
" " "	623	926 à-to 928 incl.
" " "	623	938
" " "	623	950 à-to 952 incl.
" " "	623	956
" " "	623	959 et-and 960
" " "	623	966 à-to 968 incl.
" " "	623	973
" " "	623	976
" " "	623	979
" " "	623	982 et-and 983
" " "	623	986 à-to 991 incl.
" " "	623	997 à-to 1009 incl.
" " "	623	1012 à-to 1016 incl.
" " "	623	1019 et-and 1020
" " "	623	1025 à-to 1033 incl.
" " "	623	1035 à-to 1049 incl.
" " "	623	1058 à-to 1062 incl.
" " "	623	1073 et-and 1074
" " "	623	1079 à-to 1087 incl.
" " "	623	1105 à-to 1110 incl.
" " "	623	1112 à-to 1116 incl.
" " "	623	1536 et-and 1537
" " "	623	1542 à-to 1547 incl.
" " "	623	1549 à-to 1552 incl.
" " "	623	1607 et-and 1608
" " "	623	1675 à-to 1684 incl.
" " "	623	1691 à-to 1695 incl.
" " "	623	1743 à-to 1758 incl.
" " "	623	1764 à-to 1773 incl.
" " "	623	1785
" " "	623	1788 à-to 1802 incl.
" " "	623	1814 à-to 1822 incl.
" " "	623	1824 à-to 1830 incl.
" " "	623	1836 à-to 1845 incl.
" " "	623	1854 à-to 1862 incl.
" " "	623	1906 à-to 1910 incl.
" " "	623	1920 à-to 1922 incl.
" " "	623	1928
" " "	623	1932 à-to 1935 incl.
" " "	623	1937 et-and 1938
" " "	623	1943 à-to 1949 incl.
" " "	623	1976 à-to 1980 incl.
" " "	623	1984 à-to 1993 incl.
" " "	623	1999 à-to 2001 incl.
" " "	623	2007 à-to 2014 incl.
" " "	623	2016 à-to 2024 incl.
" " "	623	2027 à-to 2035 incl.
" " "	623	2048 et-and 2049
" " "	623	2061 à-to 2065 incl.
" " "	623	2072 à-to 2078 incl.
" " "	623	2081 à-to 2096 incl.
" " "	623	2098 à-to 2113 incl.
" " "	623	2275 à-to 2303 incl.
" " "	623	2305 à-to 2317 incl.
" " "	623	2336 à-to 2339 incl.
" " "	623	2342 à-to 2361 incl.
" " "	623	2363 à-to 2370 incl.
" " "	623	2372
" " "	623	2277 à-to 2381 incl.
" " "	623	2383
" " "	623	2387 à-to 2389 incl.
" " "	623	2391 à-to 2405 incl.
" " "	623	2407
" " "	623	2409
" " "	623	2411 à-to 2413 incl.
" " "	623	2417 à-to 2421 incl.
" " "	623	2425 et-and 2426..
" " "	623	2437 à-to 2439 incl.
" " "	623	2442 à-to 2446 incl.
" " "	623	2491 à-to 2506 incl.
" " "	624	208 à-to 216 incl.
" " "	624	218 à-to 227 incl.
" " "	624	229 à-to 234 incl.
" " "	624	241 à-to 249 incl.
" " "	624	252 à-to 261 incl.
" " "	624	263 à-to 269 incl.
" " "	624	276 à-to 285 incl.
" " "	624	287 à-to 295 incl.
" " "	624	297 à-to 303 incl.

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation.	624.	387
" " "	624.	389 à-to 398 incl.
" " "	624.	400 à-to 409 incl.
" " "	624.	411 et-and 412
" " "	624.	416
" " "	624.	421
" " "	624.	423 à-to 432 incl.
" " "	624.	434 à-to 443 incl.
" " "	624.	446
" " "	624.	449 et-and 450
" " "	624.	486 à-to 488 incl.
" " "	624.	490 à-to 493 incl.
" " "	625.	205 à-to 208 incl.
" " "	625.	228 à-to 233 incl.
" " "	625.	280 à-to 282 incl.
" " "	625.	305 à-to 310 incl.
" " "	625.	355 à-to 360 incl.
" " "	626.	3
" " "	627.	1
" " "	627.	67 à-to 71 incl.
" " "	627.	116 et-and 117
" " "	627.	123 à-to 130 incl.
" " "	627.	132 à-to 139 incl.
" " "	627.	141 à-to 144 incl.
" " "	627.	148 à-to 155 incl.
" " "	628.	29 à-to 31 incl.
" " "	628.	33 à-to 35 incl.
" " "	628.	37 à-to 39 incl.
" " "	628.	121 à-to 128 incl.
" " "	628.	130 à-to 137 incl.
" " "	628.	139 à-to 146 incl.
" " "	628.	148 et-and 149
" " "	628.	154
" " "	628.	158 à-to 162 incl.
" " "	632.	295 à-to 299 incl.
" " "	632.	302 à-to 306 incl.
" " "	632.	309 à-to 313 incl.
Mount Royal Property Corporation.	615.	1 à-to 4 incl.
" " "	615.	6 et-and 7
" " "	615.	10 et-and 11
" " "	615.	16 à-to 20 incl.
" " "	615.	23 à-to 25 incl.
" " "	615.	27 à-to 30 incl.
" " "	615.	32 à-to 38 incl.
" " "	615.	40 à-to 46 incl.
" " "	615.	48 à-to 51 incl.
" " "	615.	53 à-to 56 incl.
" " "	615.	58 à-to 64 incl.
" " "	615.	66 à-to 72 incl.
" " "	615.	74 à-to 77 incl.
" " "	615.	79
" " "	615.	81 à-to 86 incl.
" " "	615.	89 à-to 95 incl.
" " "	615.	97 à-to 103 incl.
" " "	615.	105
" " "	615.	107 à-to 120 incl.
" " "	615.	122 à-to 126 incl.
" " "	615.	128 et-and 129
" " "	615.	131 à-to 144 incl.
" " "	615.	146 à-to 155 incl.
" " "	617.	1 à-to 3 incl.
" " "	617.	5 et-and 6
" " "	617.	10 à-to 17 incl.
" " "	617.	25 à-to 32 incl.
" " "	617.	34 à-to 41 incl.
" " "	617.	43 et-and 44
" " "	617.	46 et-and 47
" " "	617.	49 à-to 56 incl.
" " "	617.	58 à-to 65 incl.
" " "	617.	67 et-and 68
" " "	617.	70 et-and 71
" " "	617.	73 à-to 80 incl.
" " "	617.	82 à-to 89 incl.
" " "	617.	91 et-and 92
" " "	617.	94 et-and 95
" " "	617.	97 à-to 104 incl.
" " "	617.	106 à-to 113 incl.
" " "	617.	115 et-and 116
" " "	617.	118 à-to 121 incl.
" " "	617.	125 à-to 130 incl.
" " "	617.	140 à-to 146 incl.
" " "	618.	27 à-to 38 incl.
" " "	618.	40 et-and 41
" " "	618.	44 à-to 51 incl.
" " "	618.	53 à-to 64 incl.
" " "	618.	66 à-to 77 incl.
" " "	618.	79 à-to 90 incl.
" " "	618.	92 à-to 101 incl.
" " "	618.	107 et-and 108
" " "	618.	110 et-and 111
" " "	618.	113 et-and 114
" " "	618.	116
" " "	618.	118 à-to 125 incl.

Comme appartenant à: As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Mount Royal Property Corporation.	618.	127 à-to 129 incl.
"	619.	1 à-to 4 incl.
"	619.	6 à-to 9 incl.
"	619.	14
"	619.	19
"	619.	21 et-and 22
"	619.	24
"	619.	26 à-to 29 incl.
"	619.	31 à-to 34 incl.
"	619.	37 à-to 39 incl.
"	619.	45 à-to 48 incl.
"	620.	1
"	620.	8 à-to 13 incl.
"	620.	15 à-to 20 incl.
"	620.	22 à-to 27 incl.
"	620.	29 à-to 34 incl.
"	620.	36 à-to 41 incl.
"	620.	43 à-to 48 incl.
"	620.	50 à-to 55 incl.
"	620.	57 à-to 60 incl.
"	620.	62
"	620.	64
"	620.	69 à-to 73 incl.
"	621.	5 et-and 6
"	621.	9 à-to 11 incl.
"	621.	13 à-to 15 incl.
"	621.	19
"	621.	21 à-to 23 incl.
"	621.	25 à-to 27 incl.
"	621.	29 à-to 31 incl.
"	621.	41 à-to 43 incl.
"	622.	3 à-to 10 incl.
"	622.	13 à-to 21 incl.
"	622.	23 à-to 29 incl.
"	622.	31 à-to 40 incl.
"	622.	42 à-to 51 incl.
"	622.	53 à-to 59 incl.
"	623.	50 à-to 77 incl.
"	623.	80 et-and 81
"	623.	87 à-to 89 incl.
"	623.	92.
"	623.	94 à-to 97 incl.
"	623.	99 à-to 103 incl.
"	623.	106 à-to 113 incl.
"	623.	147
"	623.	1089 à-to 1103 incl.
"	623.	1117 à-to 1120 incl.
"	623.	1122 à-to 1129 incl.
"	623.	1138 à-to 1152 incl.
"	623.	1154 à-to 1168 incl.
"	623.	1177 à-to 1191 incl.
"	623.	1193 à-to 1207 incl.
"	623.	1330 à-to 1333 incl.
"	623.	1335 à-to 1343 incl.
"	623.	1358
"	623.	1372 et-and 1373
"	623.	1375 à-to 1380 incl.
"	623.	1382 à-to 1386 incl.
"	623.	1388 à-to 1395 incl.
"	623.	1427 à-to 1434 incl.
"	623.	1436 à-to 1443 incl.
"	623.	1453 à-to 1464 incl.
"	623.	1469 à-to 1480 incl.
"	623.	1485 à-to 1498 incl.
"	623.	1500 à-to 1513 incl.
"	623.	1515 à-to 1522 incl.
"	623.	1524 à-to 1531 incl.
"	623.	1719 à-to 1721 incl.
"	623.	1874
"	623.	1877 et-and 1878
"	623.	1952 et-and 1953
"	623.	1959 et-and 1960
"	623.	2041 à-to 2043 incl.
"	624.	2 à-to 8 incl.
"	624.	10 à-to 16 incl.
"	624.	18 à-to 24 incl.
"	624.	26 à-to 29 incl.
"	624.	31 à-to 43 incl.
"	624.	45
"	624.	48 à-to 67 incl.
"	624.	69 à-to 75 incl.
"	624.	77 et-and 78
"	624.	80 à-to 85 incl.
"	624.	87 à-to 90 incl.
"	624.	92 à-to 98 incl.
"	624.	100 à-to 103 incl.
"	624.	105 à-to 108 incl.
"	624.	110 à-to 121 incl.
"	624.	123 à-to 133 incl.
"	624.	135 à-to 140 incl.
"	624.	147 à-to 155 incl.
"	624.	157 à-to 164 incl.
"	624.	166 à-to 171 incl.

Comme appartenant à : As belonging to:	N° du cadastre Cadastral No.	Subdivision
Home Owners Corporation 40' x 93.7' — 3748 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-453 du côté nord-est par residue du lot 458 du côté sud-est par l'avenue Vivian du côté sud-ouest par lot 457	623	Partie-part 458 40' x 93.7' — 3748 square feet more or less on the northwest by lane 623-453 on the northeast by residue of lot 458 on the southeast by Vivian Avenue on the southwest by lot 457
Home Owners Corporation 20' x 92.7' — 1874 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-453 du côté nord-est par lot 463 du côté sud-est par l'avenue Vivian du côté sud-ouest par residue du lot 462	623	Partie-part 462 20' x 92.7' — 1874 square feet more or less on the northwest by lane 623-453 on the northeast by lot 463 on the southeast by Vivian Avenue on the southwest by residue of lot 462
Home Owners Corporation 40' x 100.7' — 4028 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par l'avenue Vivian du côté nord-est par lot 518 du côté sud-est par ruelle 623-529 du côté sud-ouest par residue du lot 517	623	Partie-part 517 40' x 100.7' — 4028 square feet more or less on the northwest by Vivian Avenue on the northeast by lot 518 on the southeast by lane 623-529 on the southwest by residue of lot 517
Home Owners Corporation 10' x 100.7' — 1007 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-529 du côté nord-est par residue du lot 537 du côté sud-est par l'avenue Wicksteed du côté sud-ouest par lot 536	623	Partie-part 537 10' x 100.7' — 1007 square feet more or less on the northwest by lane 623-529 on the northeast by residue of lot 537 on the southeast by Wicksteed Avenue on the southwest by lot 536
Home Owners Corporation 10' x 100.7' — 1007 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-529 du côté nord-est par lot 539 du côté sud-est par l'avenue Wicksteed du côté sud-ouest par residue du lot 538	623	Partie-part 538 10' x 100.7' — 1007 square feet more or less on the northwest by lane 623-529 on the northeast by lot 539 on the southeast by Wicksteed Avenue on the southwest by residue of lot 538
Home Owners Corporation 40' x 100.7' — 4028 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-596 du côté nord-est par lot 600 du côté sud-est par l'avenue Dobie du côté sud-ouest par residue du lot 599	623	Partie-part 599 40' x 100.7' — 4028 square feet more or less on the northwest by lane 623-596 on the northeast by lot 600 on the southeast by Dobie Avenue on the southwest by residue of lot 599
Home Owners Corporation 7' x 118' — 862 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par residue du lot 740 du côté nord-est par l'avenue Dumfries du côté sud-est par lot 741 du côté sud-ouest par ruelle 623-737	623	Partie-part 740 7' x 118' — 862 square feet more or less on the northwest by residue of lot 740 on the northeast by Dumfries Road on the southeast by lot 741 on the southwest by lane 623-737
Home Owners Corporation 10' x 101.4' — 1014 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-996 du côté nord-est par residue du lot 977 du côté sud-est par l'avenue Jasper du côté sud-ouest par lot 976	623	Partie-part 977 10' x 101.4' — 1014 square feet more or less on the northwest by lane 623-996 on the northeast by residue of lot 977 on the southeast by Jasper Avenue on the southwest by lot 976
Home Owners Corporation 15' x 101.4' — 1521 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 623-996 du côté nord-est par lot 979 du côté sud-est par l'avenue Jasper du côté sud-ouest par residue du lot 978	623	Partie-part 978 15' x 101.4' — 1521 square feet more or less on the northwest by lane 623-996 on the northeast by lot 979 on the southeast by Jasper Avenue on the southwest by residue of lot 978
Home Owners Corporation 50' x 109.5' — 5475 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle du côté nord-est par lot 2072 du côté sud-est par residue du lot 2071 du côté sud-ouest par lot 2060	623	Partie-part 2071 50' x 109.5' — 5475 square feet more or less on the northwest by lane on the northeast by lot 2072 on the southeast by residue of lot 2071 on the southwest by lot 2060
Home Owners Corporation 40' x 90' — 3600 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par ruelle 627-156 du côté nord-est par residue du lot 161 du côté sud-est par l'avenue Monmouth du côté sud-ouest par lot 162	627	Partie-part 161 40' x 90' — 3600 square feet more or less on the northwest by lane 627-156 on the northeast by residue of lot 161 on the southeast by Monmouth Avenue on the southwest by lot 162
Home Owners Corporation 40' x 90' — 3600 pieds carrés plus ou moins du côté nord-ouest par l'avenue Monmouth du côté nord-est par lot 158 du côté sud-est par ruelle 628-163 du côté sud-ouest par residue du lot 157	628	Partie-part 157 40' x 90' — 3600 square feet more or less on the northwest by Monmouth Avenue on the northeast by lot 158 on the southeast by lane 628-163 on the southwest by residue of lot 157

Les immeubles ci-dessus mentionnés sont tous décrits suivant le plan cadastral officiel et le livre de référence de la paroisse de Saint-Laurent,

The above immoveable sare severally described as on the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent,

et sont tous situés dans ladite ville de Mont-Royal.

Donné à la ville de Mont-Royal, ce vingtième jour d'avril mil neuf cent quarante-deux.

Le secrétaire-trésorier,
E. RAVEL.

1096-20-2-o

and all are situate in the Town of Mount Royal aforesaid.

Given at the town of Mount Royal this twentieth day of April, nineteen hundred and forty-two.

E. RAVEL,
Secretary-Treasurer.

1096-20-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 20

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Quintal vs Bénard.....	1805
Viger vs Préfontaine.....	1805

ASSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Etienne....	1805
Compagnie d'assurance mutuelle de la paroisse de St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.....	1805

AVIS DIVERS:

Le Théâtre Français Limitée.....	1804
Matane, ville de.....	1803
Québec-Ouest, ville de.....	1804
St-Camille, corporation scolaire.....	1804
St-Camille-de-Lellis, paroisse de.....	1804

CHARTES—ABANDON DE:

Cantin, Limitée.....	1806
Darling Realities Limited.....	1806
Hector Noreau Inc.....	1806
La Construction de Sherbrooke, (Ltée)..	1806
Le Granit National, Limitée.....	1807
Solo Bottling Company of Montreal....	1806
Sugar Colouring Ltd.....	1807

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Bagamac Mines Ltd.....	1807
Berthier, ville de.....	1807
Montréal, cité de.....	1808

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Dorion, munic. scolaire du village.....	1808
McMasterville, munic. scolaire.....	1808
McMasterville, munic. scolaire (Erratum).....	1809
Rivière-Héva, munic. scolaire.....	1809
St-René-de-Matane, munic. scolaire.....	1809
St-Rosalie, munic. scolaire.....	1809
St-Roch-de-Bellecombe, munic. scolaire.	1809
St-Urbain-Premier, munic. scolaire.....	1809

LETTRES PATENTES:

Deschenes Planing Mill Co., Limited...	1790
Emdee Insurance Agency Incorporated..	1791
Famous Shoes Inc.....	1791
Garcia Wood Craft Limited.....	1792
Gatineau Golf and Country Club (Inc.)..	1792
Hygienic Milk Dispensers Limited.....	1793
Independent Realty Development Limited.....	1793
James Griffin & Son Limited.....	1794
Jos Paquet, Limitée.....	1794
L'Aide à l'Éducation Borroméenne, Incorporated.....	1795

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Quintal vs Bénard.....	1805
Viger vs Préfontaine.....	1805

INSURANCES:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Etienne....	1805
Compagnie d'assurance mutuelle de la paroisse de St-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir.....	1805

MISCELLANEOUS NOTICES:

Le Théâtre Français Limitée.....	1804
Matane, town of.....	1803
Quebec-west, town of.....	1804
St-Camille, school corporation.....	1804
St-Camille-de-Lellis, parish of.....	1804

CHARTERS—SURRENDER OF:

Cantin, Limitée.....	1806
Darling Realities Limited.....	1806
Hector Noreau Inc.....	1806
Sherbrooke Construction, Limited.....	1806
National Granit Limited.....	1807
Solo Bottling Company of Montreal....	1806
Sugar Colouring Ltd.....	1807

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bagamac Mines Ltd.....	1807
Berthier, town of.....	1807
Montreal, city of.....	1808

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Dorion, school munic. of the village.....	1808
McMasterville, school munic.....	1808
McMasterville, school munic. (Erratum)	1809
Rivière-Héva, school munic.....	1809
St-René-de-Matane, school munic.....	1809
St-Rosalie, school munic.....	1809
St-Roch-de-Bellecombe, school munic....	1809
St-Urbain-Premier, school munic.....	1809

LETTERS PATENT:

Deschenes Planing Mill Co., Limited...	1790
Emdee Insurance Agency Incorporated..	1791
Famous Shoes Inc.....	1791
Garcia Wood Craft Limited.....	1792
Gatineau Golf and Country Club (Inc.)..	1792
Hygienic Milk Dispensers Limited.....	1793
Independent Realty Development Limited.....	1793
James Griffin & Son Limited.....	1794
Jos Paquet, Limitée.....	1794
L'Aide à l'Éducation Borroméenne, Incorporated.....	1795

Les Amis du Petit Séminaire de Montréal	1795
Ruwaca Pulp & Paper Limited	1796
Standard Converting Co. Ltd.	1797
Superior Bread Co. Ltd.	1797
The de Geel Aircraft Company Limited	1798
United Smelters & Metals Inc.	1798
Wonder-Wood Company Limited	1799

Les Amis du Petit Séminaire de Montréal	1795
Ruwaca Pulp & Paper Limited	1796
Standard Converting Co. Ltd.	1797
Superior Bread Co. Ltd.	1797
The de Geel Aircraft Company Limited	1798
United Smelters & Metals Inc.	1798
Wonder-Wood Company Limited	1799

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

J. B. Renaud & Cie Incorporée	1799
Le Théâtre Cartier, Limitée—Cartier Theatre Co. Ltd.	1799

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

J. B. Renaud & Cie Incorporée	1799
Le Théâtre Cartier, Limitée—Cartier Theatre Co. Ltd.	1799

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Barbiers de Rouyn et de Noranda	1817
Industrie de la boîte de carton gaufré de Québec	1818
Industrie des arts graphiques de Québec et du district	1816

DEPARTMENT OF LABOUR:

Barbers of Rouyn and Noranda	1817
Corrugated paper box industry of Quebec	1818
Printing trades of Quebec and District	1816

NOMINATIONS:

Diverses	1809
----------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1809
---------------	------

ORDRE DE COUR:

Bourbonnière vs Héritiers A. Bourbonnière	1810
---	------

RULE OF COURT:

Bourbonnière vs Heirs of A. Bourbonnière	1810
--	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

H. C. Parker Regd.	1811
--------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

H. C. Parker Regd.	1811
--------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Dorval, ville de	1800
Garnier, commission scolaire	1801
Jonquière, ville de	1802
Mont-Royal, ville de	1820

SALES FOR TAXES:

Dorval, town of	1800
Garnier, School Commission	1801
Jonquière, town of	1802
Mount Royal, town of	1820

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Chicoutimi:

Wells vs Gagnon	1812
-----------------	------

SHERIFFS' SALES:

Chicoutimi:

Wells vs Gagnon	1812
-----------------	------

Iberville:

Cité de Saint-Jean vs Latour & Dupuis, Inc.	1812
---	------

Iberville:

City of Saint-Jean vs Latour & Dupuis, Inc.	1812
---	------

Montréal:

Archambault vs Archambault	1813
Fielding vs Bevan <i>et vir</i>	1813
Lasalle Builders Supply Limited vs Simard	1812

Montreal:

Archambault vs Archambault	1813
Fielding vs Bevan <i>et vir</i>	1813
Lasalle Builders Supply Limited vs Simard	1812

Pontiac:

Brassard <i>et vir</i> vs Gagnon	1814
Goulet vs Gagnon	1814

Pontiac:

Brassard <i>et vir</i> vs Gagnon	1814
Goulet vs Gagnon	1814

Québec:

Cité de Québec vs Beaumont	1815
Déry <i>et al</i> vs Gauvin	1815
Paroisse de St-Colomb-de-Sillery vs Chiswell	1814

Quebec:

City of Quebec vs Beaumont	1815
Déry <i>et al</i> vs Gauvin	1815
Parish of St-Colomb-de-Sillery vs Chiswell	1814

Terrebonne:

Viau vs Héritiers Mathias Ouimet	1816
----------------------------------	------

Terrebonne:

Viau vs Heirs of Mathias Ouimet	1816
---------------------------------	------

1107-o

1107-o

